



Rapport d'étape semestriel 2015 du Programme ONU-REDD

QUINZIÈME RÉUNION DU CONSEIL D'ORIENTATION DU PROGRAMME ONU-REDD

7-10 novembre 2015

San José, Costa Rica

PROGRAMME
ONU-REDD



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Au service
des peuples
et des nations

Rapport d'étape semestriel 2015 du Programme ONU-REDD



**QUINZIÈME RÉUNION DU CONSEIL
D'ORIENTATION DU PROGRAMME
ONU-REDD**

**7-10 novembre 2015
San José, Costa Rica**

PROGRAMME ONU-REDD ORGANISMES PARTICIPANTS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture (FAO)



Au service
des peuples
et des nations

Programme des Nations Unies pour
le développement (PNUD)



Programme des Nations Unies pour
l'environnement (PNUE)

DONATEURS



Danemark



Luxembourg



Union
européenne



Norvège



Japon



Espagne



Empowered lives.
Resilient nations.

Le bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaire joue le rôle
d'agent d'administration pour le Fonds du programme ONU-REDD.

Photographie de couverture:

Programme ONU-REDD, Équateur/Armando Quichán. Une femme de
la communauté Wao à Miwaguna dans un canoë traditionnel en bois
local. L'Équateur a achevé son Programme national ONU-REDD en
décembre 2014 et fera l'objet d'une évaluation finale en mars 2015.

Cartes:

Les appellations employées dans la présente publication et la
présentation des données qui y figurent n'impliquent nullement
l'expression d'une quelconque opinion de la part de la FAO, du PNUD,
et du PNUE quant au statut juridique ou constitutionnel des pays,
territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières.

TABLE DES MATIÈRES

i. Abréviations et acronymes	i
1. Préface	1
2. Progrès réalisés: janvier - juin 2015	2
3. Progrès accomplis et points essentiels concernant les programmes nationaux	4
3.1 Argentine	4
3.2 État plurinational de Bolivie	5
3.3 Cambodge	6
3.4 Colombie	7
3.5 République du Congo	8
3.6 Côte d'Ivoire	9
3.7 Nigéria	10
3.8 Panama	11
3.9 Papouasie-Nouvelle-Guinée	12
3.10 Paraguay	13
3.11 Sri Lanka	14
3.12 Cadre de Varsovie pour REDD+ - Transition et évolution	15
4. Progrès accomplis et points essentiels concernant le cadre d'appui aux activités nationales de REDD+: cadre du programme global 2011-2015	16
4.1 Effets de l'AAN	17
4.2 Évaluation des besoins par pays	25
4.3 Appui spécifique par pays	25
5. Informations financières	27
6. Défis et mesures correctives	29
7. Perspectives	30
8. Notes de fin	31

LISTE DES ANNEXES

1. Argentine
2. État plurinational de Bolivie
3. Cambodge
4. Colombie
5. République du Congo
6. Côte d'Ivoire
7. Nigéria
8. Panama
9. Papua New Guinea
10. Paraguay
11. Sri Lanka
12. Appui aux activités nationales de REDD+: Cadre du Programme global 2011-2015 (AAN)

ABRÉVIATIONS AND ACRONYMES

AAN	Appui aux activités nationales de REDD+ : Cadre 2011-2015 du Programme global	OCCD	Bureau du changement climatique et du développement
ALC	Amérique latine et Caraïbes	OSC	Organisation de la société civile
CBR+	REDD+ à assise communautaire	PNG	Papouasie-Nouvelle-Guinée
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CO	Conseil d'orientation	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
COP	Conférence des Parties	RDC	République démocratique du Congo
EPG	Évaluation participative de la gouvernance	REDD+	Réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement; et rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	SIG	Système d'information sur les garanties
FASM	Fonds d'affectation spéciale multidonateur	SNSF	Système national de surveillance des forêts
FCPF	Fonds de partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale	UGP	Unité de gestion de programme
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	UTCATF	Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie
FLEGT	Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux	VGGT	Directives volontaires pour une Gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale
FPIC	Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause		
GES	Gaz à effet de serre		
IFN	Inventaire forestier national		
MRV	Surveillance, notification et vérification		
MRV&S	Surveillance, notification et vérification et suivi		
NER	Niveau d'émission de référence		
NERF	Niveau d'émission de référence des forêts		
NRF	Niveau de référence pour les forêts		

La période de six mois de janvier à juin 2015 a été marquée par des avancées notables dans les efforts du Programme ONU-REDD visant à soutenir les capacités des pays à réduire les émissions forestières et à renforcer les stocks de carbone forestier, tout en contribuant aux processus nationaux de développement durable. Ces progrès sont attribuables aux avancées en matière de préparation à la REDD+ réalisées par les pays partenaires avec l'appui du Programme ONU-REDD, tandis que la capacité du Programme était renforcée grâce au développement d'une nouvelle vision 2016-2020 qui permettra à celui-ci de s'adapter en fonction de l'évolution des besoins des pays partenaires.

À la faveur d'un processus participatif et consultatif approfondi, un [Cadre stratégique 2016-2020 pour le Programme ONU-REDD](#) a été présenté lors de la quatorzième réunion du Conseil d'orientation (CO14) du Programme ONU-REDD en mai 2015. Ce nouveau cadre prend en compte les avancées réalisées en matière de REDD+ conformément à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les enseignements tirés depuis le lancement du Programme en 2008, les recommandations de [l'évaluation externe du programme ONU-REDD 2013-2014](#) - et les retours d'information des pays partenaires, des donateurs et autres parties prenantes. L'engagement dont ont fait preuve tous les acteurs à l'égard de ce processus permettra au Programme ONU-REDD de continuer à soutenir les pays en développement, de la préparation à la mise en œuvre de la REDD+, au moyen de programmes conçus spécifiquement pour les besoins des pays, de sorte qu'ils puissent recevoir des paiements basés sur les résultats et tirer les bénéfices économiques, sociaux et environnementaux de la REDD+.

La prochaine 21e Conférence des Parties à la CCNUCC, qui aura lieu en décembre 2015 à Paris, sera également l'occasion de faire le point sur les récentes avancées en matière de définition d'un cadre pour la REDD+. Le Cadre de Varsovie de la CCNUCC pour la REDD+ contient la majeure partie du « manuel de la REDD+ ». Les derniers détails du cadre pour la REDD+ ont été définis en juin 2015 à la réunion de Bonn de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de la CCNUCC. Ceci a permis aux pays de faire reconnaître officiellement leurs actions et leurs résultats en matière de REDD+, et plusieurs d'entre eux ont déjà soumis des niveaux de référence pour les forêts.

Les pays se rapprochant désormais de la mise en œuvre de la REDD+, le Programme ONU-REDD va maintenant dépasser le stade de la préparation pour aider les pays à sélectionner et appliquer des politiques et des mesures visant à réduire leurs émissions et à leur procurer les avantages du développement durable. Dans cette optique, les trois organismes des Nations

Unies participant au Programme - l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) - ont confirmé leur engagement en faveur du Programme ONU-REDD jusqu'en 2020 et souligné à nouveau que celui-ci est basé sur une démarche impulsée par les pays eux-mêmes et sur l'adaptation de l'appui à leurs actions spécifiques de REDD+.

C'est également l'engagement constant des donateurs du Programme (le Danemark, l'Union européenne, le Japon, le Luxembourg, la Norvège et l'Espagne) qui a permis à celui-ci de soutenir le nombre croissant de pays partenaires, qui s'élève maintenant à 61.¹

Le Programme va maintenant être élargi afin de satisfaire ces exigences au cours des cinq prochaines années conformément au nouveau Cadre stratégique 2016-2020 pour le Programme ONU-REDD. Ce développement inclut le renforcement du dialogue et l'établissement de partenariats entre le Programme ONU-REDD et d'autres initiatives, mécanismes et institutions positionnés comme sources de paiements basés sur les résultats pour les pays, notamment le Green Climate Fund, le Fonds de partenariat pour le carbone forestier, des accords bilatéraux et des marchés émergents volontaires.

À la suite de l'adoption des Objectifs de développement durable, qui mettent l'accent sur l'engagement de la communauté mondiale à traiter les défis et les menaces que représentent le changement climatique et la dégradation de l'environnement, la REDD+ en tant que mécanisme financier contribuant à ces engagements sera probablement renforcée.

La REDD+ et le Programme ONU-REDD devront à l'avenir relever des défis exigeants, mais aussi saisir de grandes opportunités; c'est pourquoi le Programme est heureux de présenter ce Rapport d'étape semestriel 2015 sur les résultats et les progrès réalisés de janvier à juin 2015, lesquels seront affinés dans le Rapport d'étape annuel 2015 du Programme. Il convient également de souligner que le présent rapport d'étape fournit des éléments faisant le lien entre l'actuelle [Stratégie 2011-2015 pour le Programme ONU-REDD](#) et le Cadre stratégique 2016-2020 pour le Programme, en cours d'élaboration.

Le Programme ONU-REDD, qui compte maintenant 61 pays partenaires, en a accueilli cinq nouveaux au cours des six derniers mois: le Burkina Faso, la République dominicaine, la République de Guinée, El Salvador et le Vanuatu.

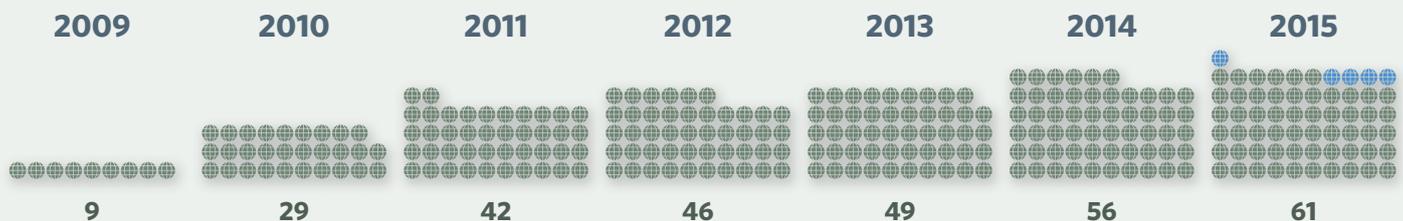
À travers les modalités et les mécanismes d'appui complémentaires du Programme - les Programmes nationaux et l'Appui aux activités nationales de REDD+ : Cadre du Programme global 2011-2015 (AAN), qui comprennent l'appui ciblé, l'adossement, l'évaluation des besoins des pays et le REDD+ à base communautaire (CBR+) -

d'autres mesures ont été mises en place pour garantir que l'appui satisfait les exigences spécifiques des pays partenaires. Souvent, une combinaison d'options de réalisation a été déployée pour répondre au mieux aux exigences et aux besoins. Sur les 61 pays partenaires, 57 ont bénéficié de l'appui du Programme ONU-REDD et 17 nouveaux pays ont reçu un appui au cours des six derniers mois.

Certains pays, dont les efforts en faveur de la REDD+ sont bien avancés, entreprennent déjà des actions pour passer de la préparation à la mise en

œuvre de la REDD+. D'autres en sont à la définition des étapes initiales des stratégies nationales de REDD+ et plans d'action. Le Programme est donc bien positionné pour faciliter les échanges de connaissances et la coopération Sud-Sud. De fait, un appui à la gestion des connaissances a été fourni à tous les pays partenaires.²

Nombre de pays partenaires



Tous les pays ont reçu un soutien en 2015,³ y compris 5 nouveaux pays partenaires de janvier à juin 2015

Nombre de pays bénéficiant d'un soutien ciblé cumulatif



2 nouveaux pays entre janvier et juin 2015

Nombre de programmes nationaux cumulatif



Nombre de pays ayant reçu un adossement



4 nouveaux pays entre janvier et juin 2015

Soutien pour réaliser les évaluations des besoins des pays



7 pays



2 régions

Pays bénéficiant de la CBR+



6 pays pilotes

Appui à la gestion des connaissances



LES RÉALISATIONS MAJEURES DU PROGRAMME ONU-REDD DE JANVIER - JUIN 2015 SONT LES SUIVANTES:

Les réalisations majeures du Programme ONU-REDD de janvier à juin 2015 sont les suivantes:

- L'appui par le Programme a été aligné sur les quatre éléments du Cadre de Varsovie de la CCNUCC pour la REDD+-- Stratégie nationale de REDD+/Plan d'action, Systèmes nationaux de surveillance des forêts (SNSF), Systèmes d'information sur les garanties (SIG) et Niveaux d'émission de référence des forêts/Niveaux de référence pour les forêts (NERF/NRF).
- Le processus de pipeline approuvé lors de la treizième réunion du Conseil d'orientation a abouti à la soumission de 14 manifestations d'intérêt au total, dont trois ont été recommandées par le Groupe de travail du Conseil d'orientation aux fins d'une invitation à soumettre des Programmes nationaux complets.
- À la suite de ce processus, le Chili, le Myanmar et le Pérou ont préparé leurs Programmes nationaux qu'ils ont présentés de manière informelle à la quatorzième réunion du Conseil d'orientation, en vue de leur approbation d'ici fin 2015.
- L'Équateur a achevé son Programme national et une évaluation finale a été effectuée; les conclusions de l'évaluation et les enseignements tirés ont été présentés à la quatorzième réunion du Conseil d'orientation.
- Les évaluations des besoins du pays sont terminées à Madagascar et des progrès poussés ont été réalisés en Mésoamérique. Dans six autres pays et dans une région, la phase de préparation des évaluations est en voie d'achèvement.
- La CBR+ est pleinement opérationnelle et les plans des pays pour la CBR+ ont été approuvés dans les six pays pilotes.
- Les pays ont continué à manifester un grand intérêt pour l'appui ciblé: dix demandes ont été approuvées pour un montant total de près d'un million de dollars des États-Unis.
- L'analyse d'impact au niveau du Programme pour la période 2009-2014 a été achevée.⁴
- Les efforts en faveur de l'intégration de la question du genre et de la promotion de l'égalité des genres dans les processus nationaux de la REDD+ se sont poursuivis, leur champ d'application s'élargissant de la politique à la pratique. Pour plus de détails, voir Encadré 1, Section 3.1.
- Recommandations de [l'Évaluation externe du Programme](#) appliquées à tout le Programme ONU-REDD et, avec les enseignements tirés, au nouveau Cadre stratégique 2016-2020. En particulier:
 - optimisation de l'objectif global et de l'orientation du Programme;
 - conception du nouveau Cadre stratégique 2016-2020 sous-tendue par la théorie du changement;
 - renforcement de l'appropriation par les pays de tous les aspects du processus de la REDD+ - moyennant la proposition de nouvelles dispositions en matière de gouvernance et de nouvelles modalités de mise en œuvre;
 - clarification des dispositions en matière de prestations, comprenant l'harmonisation de l'interface administrative et de programmation dans chaque pays;⁵
 - promotion de la collaboration intersectorielle au niveau du pays; renforcement des initiatives conjointes pour le traitement des facteurs clés par toutes les parties prenantes; et
 - accent placé sur le genre, l'implication des parties prenantes et les régimes fonciers, qui sont essentiels au succès de la REDD+.
- Renforcement de la collaboration avec le Fonds de Partenariat pour le carbone forestier de la Banque mondiale (FCPF), ainsi qu'avec d'autres partenaires sélectionnés pour une collaboration renforcée ou nouvelle, notamment le Programme d'investissement pour la forêt (FIP), le Fonds biocarbone, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le nouveau Green Climate Fund (GCF).

Les progrès réalisés et les résultats obtenus aux niveaux national, régional et mondial au cours des six derniers mois au moyen d'un ou plusieurs types d'appui fourni par le Programme ONU-REDD sont résumés aux pages 4-26 et dans les Annexes 1 à 12. Les dépenses indiquées dans le présent rapport d'étape semestriel sont provisoires. Les organisations participantes sont invitées à transmettre les dépenses de fin d'exercice avant le 30 avril de l'année suivante. Les données relatives aux dépenses intérimaires sont transmises sur une base volontaire et, ainsi, les données relatives à l'année en cours ne sont pas définitives tant que les dépenses de fin d'exercice n'ont pas été transmises.

Les Programmes nationaux de l'Argentine, du Bangladesh, de la Côte d'Ivoire et de la Colombie ont été signés et lancés au premier semestre 2015, le Programme national de la Colombie a organisé son atelier de lancement en avril 2015, tandis qu'en Mongolie, au Honduras et en Ouganda la signature des documents du Programme national est en suspens. Les Programmes nationaux de la Zambie, du Cambodge et du Panama ont été finalisés au plan opérationnel et financier le 30 juin 2015. L'évaluation finale du Cambodge a été achevée; celles de la Zambie et du Panama seront réalisées d'ici la fin de cette année.

3.1 ARGENTINE

Avril 2015 - Décembre 2017

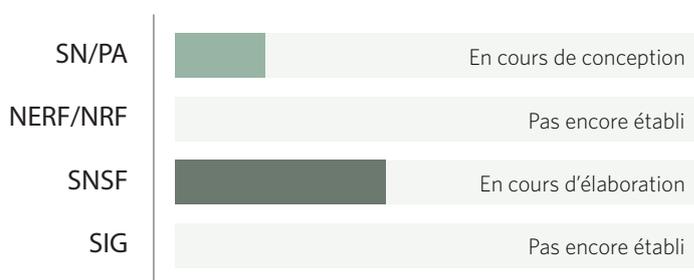
Résumé de l'état d'avancement du Programme national

Le document du Programme national de l'Argentine a été finalisé et signé en avril 2015. À partir de mai, les activités ont commencé à se concentrer sur les aspects suivants:

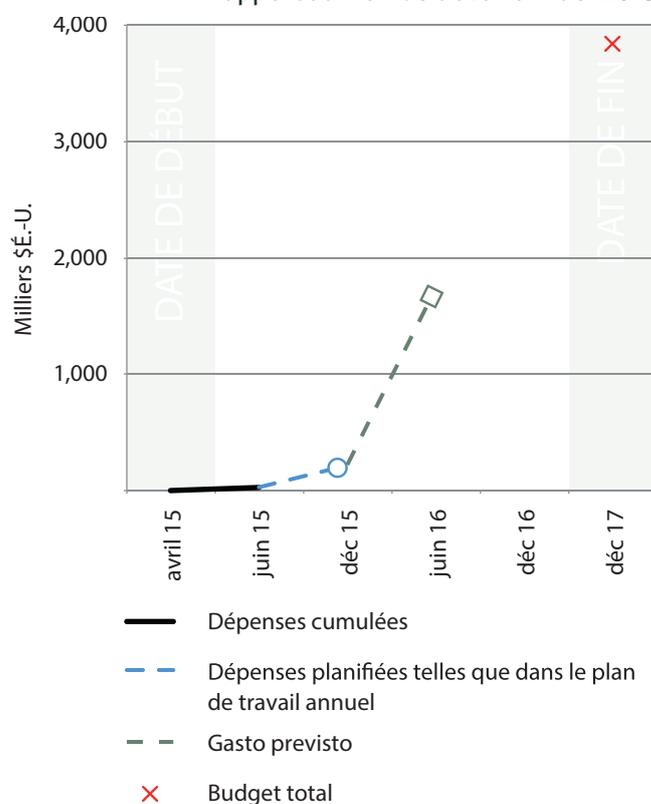
- Établissement de l'Unité de gestion du projet (UGP) et acquisition d'ordinateurs, d'équipements de télécommunication et de mobilier pour l'UGP, hébergée par le Secrétariat pour l'environnement et le développement durable.
- Recrutement de consultants pour le Programme national conformément à l'organigramme existant du Programme national. Les consultants comprennent le coordinateur technique, un consultant en communications, un consultant en administration, un spécialiste de l'engagement des populations autochtones et un spécialiste de l'implication et de la participation des parties prenantes.
- Pour garantir le bon déroulement de la mise en œuvre du programme, une formation en gestion efficace du programme et en compréhension des activités administratives du programme a été dispensée.
- Des préparatifs ont été effectués en vue de l'atelier de lancement du Programme national argentin prévu pour la mi-juillet.
- Après les élections présidentielles qui doivent avoir lieu le 26 octobre 2015, des comités de transition seront constitués pour les différents ministères une fois les résultats du scrutin proclamés. Ces comités de transition devraient fonctionner de la fin octobre au 10 décembre 2015. Ces comités, en coordination avec les nouvelles autorités, garantiront un processus de transition accéléré et la réduction des incidences ou des retards potentiels pouvant affecter la mise en œuvre à la suite du changement de gouvernement. Avec ces comités, le Programme s'attachera à réduire les perturbations et veillera à une transition harmonieuse du Programme sous les différentes administrations.

Il y a actuellement onze Programmes nationaux actifs dont les principales réalisations sont résumées ci-dessous;⁶ des détails supplémentaires figurent en annexe (1-11). Afin d'aligner l'appui de l'ONU-REDD sur les engagements des pays à l'égard de la CCNUCC, un exercice général de préparation lié au Cadre de Varsovie pour la REDD+ et couvrant ces onze pays a été réalisé et est présenté à la fin de la présente section. Les données chiffrées des pages suivantes représentent les évolutions dans les éléments spécifiques du Cadre de Varsovie, indépendamment de la source de financement.

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015*



* Les données relatives aux dépenses planifiées et prévues proviennent des rapports d'étapes semestriels des Programmes nationaux individuels. Cela s'applique à toutes les informations financières dans toutes les sections de Programmes nationaux.

3.2 ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE

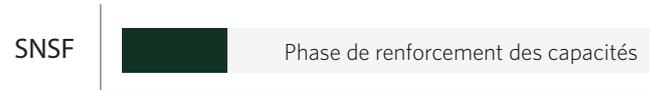
Décembre 2010 – Décembre 2015

Résumé de l'état d'avancement du Programme national

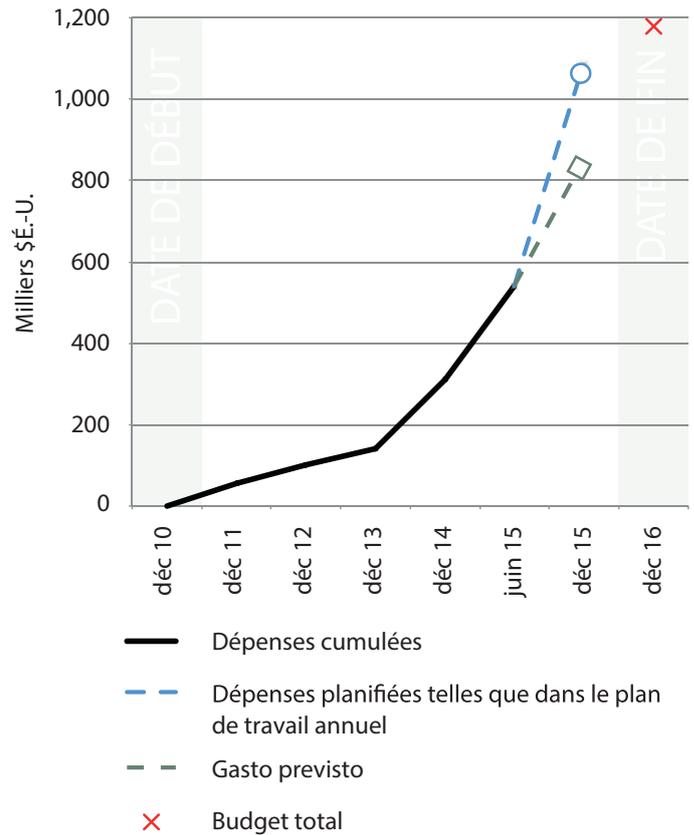
Le Programme national de la Bolivie est en cours de mise en œuvre dans le contexte du Mécanisme conjoint d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts et de la Terre mère (mécanisme JMA) de Bolivie. Les résultats obtenus au cours de la période à l'examen sont conformes aux objectifs annuels et les activités planifiées pour le reste de l'année devraient être achevées dans les délais prévus; le programme ayant pris globalement un peu de retard, une prolongation sans coûts supplémentaires devrait s'achever fin 2016. Les avancées et réalisations du programme national pendant la période à l'examen incluent:

- La deuxième réunion du comité de coordination a été tenue; les activités pour l'année 2015 y ont été approuvées, ainsi qu'une prolongation du programme jusqu'en 2016.
- Le mandat de l'équipe d'appui pour la surveillance des forêts a été défini afin de finaliser sa composition.
- Le Programme national a soutenu le mécanisme JMA et son processus d'adhésion (l'enregistrement, qui est l'un des domaines opérationnels du mécanisme JMA) en générant et compilant des informations visant à conserver la trace des initiatives liées à la gestion intégrale et durable des forêts.
- Le système de surveillance a fait état de l'amélioration de son cadre conceptuel, lequel intègre des informations provenant des différents systèmes d'information forestière publics et de la société civile et des institutions du Programme national, ce qui permet de déterminer les autorités techniques responsables du suivi et de la surveillance.
- Des mesures ont été prises pour compléter la Carte 2013 des forêts (principale base des cartes du déboisement et de la dégradation). Des avancées ont également été faites en matière de conception et de dispositions pour la plateforme de diffusion sur Internet du système d'enregistrement et du sous-système d'adhésion, ce qui inclut également l'analyse des besoins technologiques, en TI et en ressources humaines.
- L'étude de faisabilité de l'inventaire forestier national, qui inclut des informations sur un plan pilote du département de Pando, est en phase finale, et des progrès ont été réalisés dans la préparation d'une proposition de méthodologie pour l'inventaire.

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



3.3 CAMBODGE

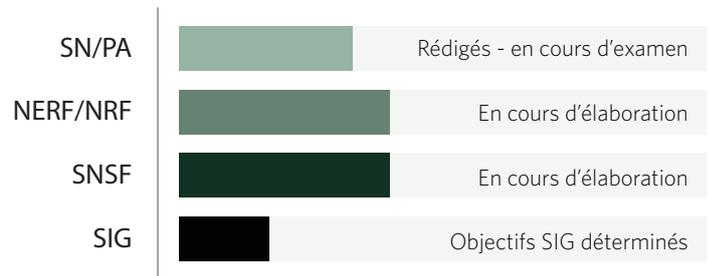
Août 2011 – juin 2015

Résumé de l'état d'avancement du Programme national

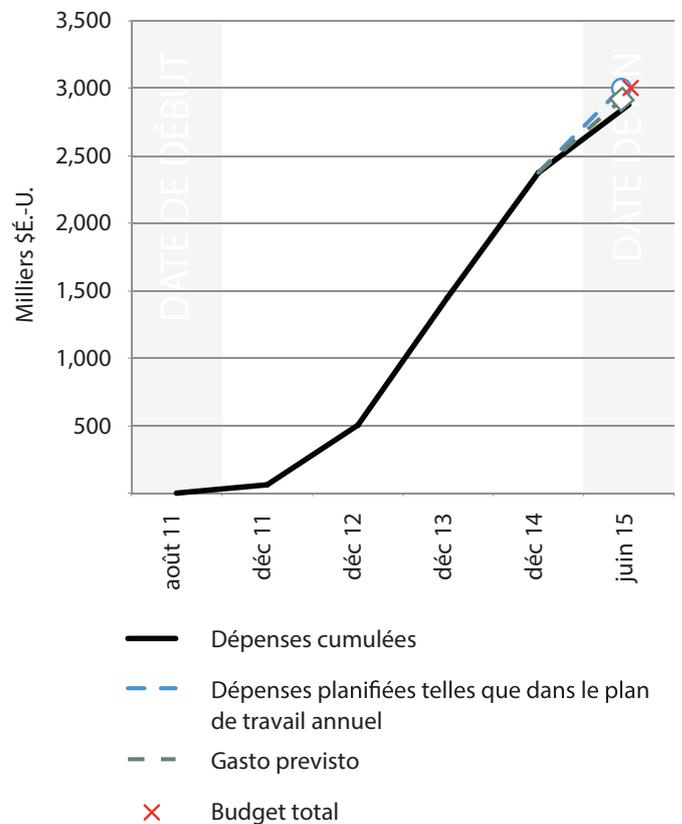
La plupart des activités du programme, surtout celles relatives aux structures institutionnelles, à la stratégie nationale et au renforcement des capacités, ont été menées à bonne fin pour le 31 décembre 2014. Une prolongation a été demandée et approuvée pour permettre l'achèvement des activités planifiées en matière de garanties et de mesure, rapportage et vérification. Ce résumé couvre uniquement les activités déployées depuis janvier 2015.

- Des progrès significatifs ont été réalisés dans la conception d'un outil de planification spatiale et de prise de décision en matière de coûts-bénéfices de la mise en œuvre de la REDD+. Des données économiques sur les coûts-bénéfices de la REDD+ ont été collectées et utilisées pour développer un outil de type tableur qui permet de comparer les coûts-bénéfices des différentes options de REDD+.
- Des progrès significatifs ont été accomplis en termes de développement du Système national de surveillance des forêts (SNSF) et de NERF/NRF (effet 4) du Cambodge. La production de données d'activité sur la base des données historiques disponibles et la production d'une carte de base ont bien avancé: les cartes 2010 et 2014 sont terminées et une évaluation de leur exactitude est en cours. Les données de l'Inventaire forestier ont été analysées afin de développer des Facteurs d'émission spécifique par pays (FE) pour les forêts d'arbres à feuilles caduques, d'essences à feuilles semi-persistantes et persistantes. Plusieurs formations ont été dispensées et un processus a été lancé pour soutenir l'ambition du Cambodge de soumettre le NRF d'ici la fin 2015. L'appui ciblé ONU-REDD fournira un soutien supplémentaire au Cambodge pour l'aider à atteindre cet objectif.
- Deux événements de formation visant à montrer comment le genre, l'autonomisation des femmes et la REDD+ sont liés et comment améliorer l'intégration de ces aspects dans le processus national REDD+ ont été organisés en avril et mai. Les capacités des Équipes techniques et du Groupe de consultation (GC) ont ainsi été renforcées. Leurs membres sont capables de déterminer et de communiquer comment le processus national REDD+ affecte différemment les hommes et les femmes, et comment ils peuvent soutenir, avec le Secrétariat de l'équipe spéciale pour la REDD+, leur inclusion dans la stratégie nationale de REDD+ du Cambodge.
- L'évaluation finale du Programme national ONU-REDD a été effectuée et le rapport final d'évaluation a été reçu en juillet 2015. Le Programme national a été évalué « modérément satisfaisant ».

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



Appui ciblé approuvé - janvier - juin 2015

Montant approuvé (avril): 125 000 \$É.-U.

Objectif: Soutenir le renforcement des capacités en développement des NERF/NEF au Cambodge et faciliter le dialogue et l'échange d'informations entre le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, le Népal et le Viet Nam en matière de NERF/NEF, considérant que ces pays commencent à interagir avec la CCNUCC.

3.4 COLOMBIE

Août 2014 – décembre 2017

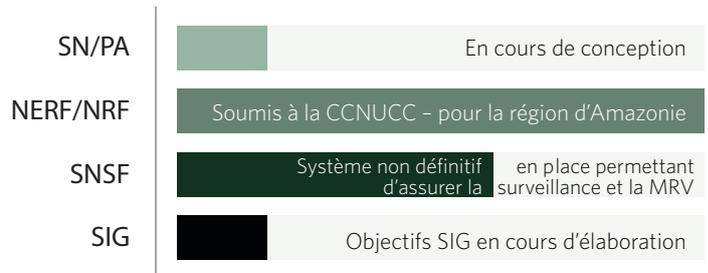
Résumé de l'état d'avancement du Programme national

De janvier à juin 2015, le Programme national colombien a enregistré des progrès significatifs. Le ministère de l'environnement et du développement durable et les agences de l'Institut d'hydrologie, de météorologie et d'études environnementales (IDEAM) ont reçu au cours de cette période initiale un important appui technique destiné à leur fournir les éléments nécessaires au lancement du processus de préparation à la REDD+ en Colombie. Parmi les autres avancées et réalisations, citons les actions suivantes:

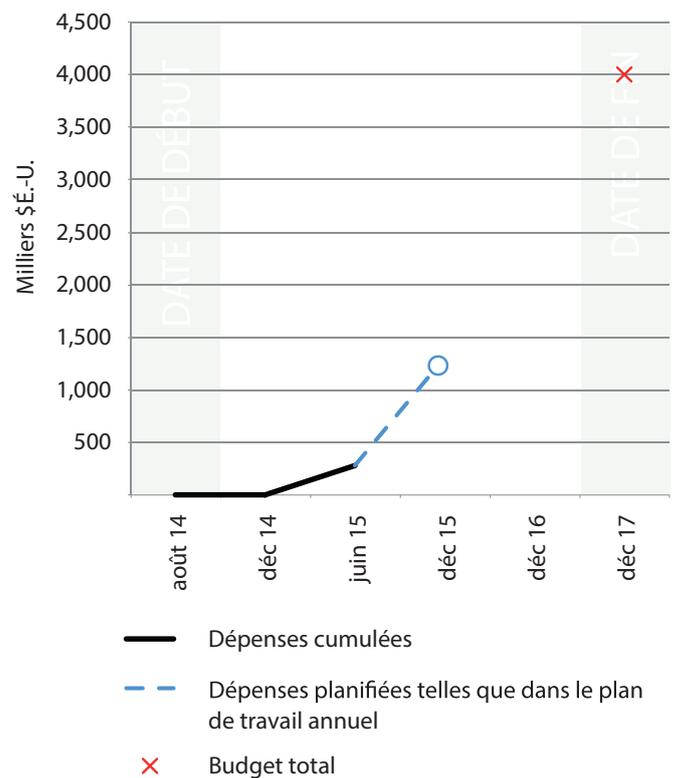
- Renforcement des capacités de l'unité de coordination du Programme national grâce à la participation du pays à l'échange d'expérience Sud-Sud.
- Le recrutement et la consolidation de l'unité de coordination et des équipes techniques pour chaque composante technique ont été identifiés par les organismes dans le Document du Programme national.
- L'atelier de lancement a eu lieu les 8 et 9 avril avec la participation active de nombreuses parties prenantes, entre autres le gouvernement, le Ministère du développement durable et de l'environnement, l'IDEAM, des organismes des Nations Unies, des organisations représentant les peuples autochtones, des organisations de descendants d'Africains, des associations d'agriculteurs, des organisations non gouvernementales (ONG) et des agences de coopération.
- La première réunion du comité directeur du Programme national s'est tenue le 10 avril et a vu une participation de haut niveau.
- La coordination avec les services et agences du gouvernement national concernant les ajustements au cadre logique du Programme national a été définie dans le Document du Programme national.
- Un accord a été conclu avec le gouvernement national sur les plans d'opérations et d'achats pour chacune des composantes du Programme national.
- Un dialogue a été ouvert et des accords initiaux conclus avec les organisations de peuples autochtones, les organisations des descendants d'Africains et les communautés rurales au sujet de la mise en œuvre du Programme national, y compris l'établissement d'une feuille de route pour le processus participatif de la stratégie nationale de REDD+.
- La formulation et la coordination des activités a été entreprise avec d'autres institutions et agences de coopération technique, dont la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et le FCPF.
- Un soutien technique a été fourni pour le système de contrôle et d'assurance qualité, dans le cadre de l'inventaire des GES pour les secteurs agricoles Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF), et des progrès considérables ont été réalisés en matière de proposition de méthodologie et surveillance de la dégradation des forêts.
- Un plan de travail pour une stratégie de communication et de gestion des connaissances a été élaboré pour le Programme.

- Le développement d'une stratégie de genre pour le Programme a débuté

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



3.5 RÉPUBLIQUE DU CONGO

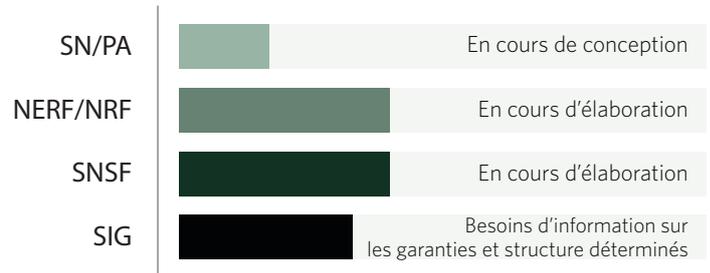
Novembre 2012 – octobre 2015

Résumé de l'état d'avancement du Programme national

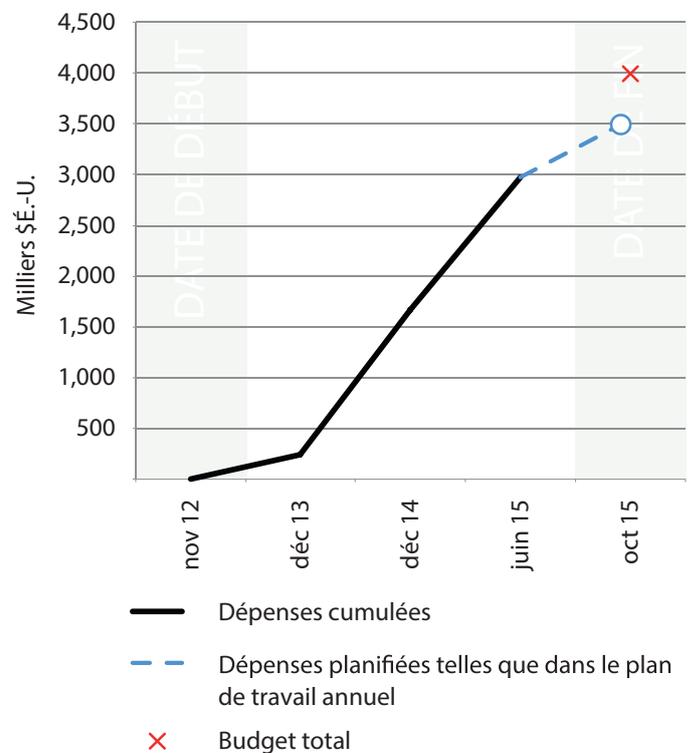
Le Programme national de la République du Congo a continué à enregistrer des progrès satisfaisants au premier semestre 2015: tous les organes de mise en œuvre de la REDD+ sont maintenant en place (par ex. les organes nationaux, départementaux, des parties prenantes, de la société civile), ce qui permet au processus de REDD+ du pays de réaliser des avancées significatives. Parmi les progrès réalisés au cours de la période considérée, citons:

- Le premier projet de stratégie nationale de REDD+ a été élaboré; il est en cours d'examen et susceptible de modifications en fonction des résultats d'une analyse coûts-bénéfices de la REDD+, d'une cartographie des avantages multiples et de la collecte de données sur les prix des denrées alimentaires et sur le marché des produits agricoles. Le plan d'investissement pour la stratégie nationale de REDD+ a été lancé et un dialogue politique national est en cours.
- Parmi les activités en cours, on peut citer l'établissement d'une liste de projets et d'initiatives de REDD+, le développement des NRF et le système de mesure, notification et vérification, et suivi (MRV&S) (et le portail web associé). Le traitement et l'analyse des données collectées dans l'inventaire national des forêts (INF) sont en cours, de même que le traitement des images satellitaires et l'inventaire des gaz à effet de serre; cela permettra de développer des outils qui soient à la fois transparents et cohérents avec les directives et les exigences de la CCNUCC.
- En référence à ce qui précède, le Congo prévoit de présenter sa stratégie nationale de REDD+ et son NERF à la Conférence COP21 en décembre 2015. Une demande de prolongation du Programme national sera approuvée en août 2015 par le comité directeur du programme avant sa soumission au Secrétariat du Programme ONU-REDD pour obtenir l'approbation sans objection du Conseil d'orientation.

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



3.6 CÔTE D'IVOIRE

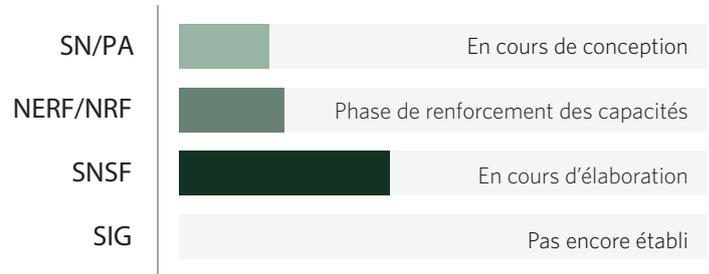
Décembre 2014 – septembre 2017

Résumé de l'état d'avancement du Programme national

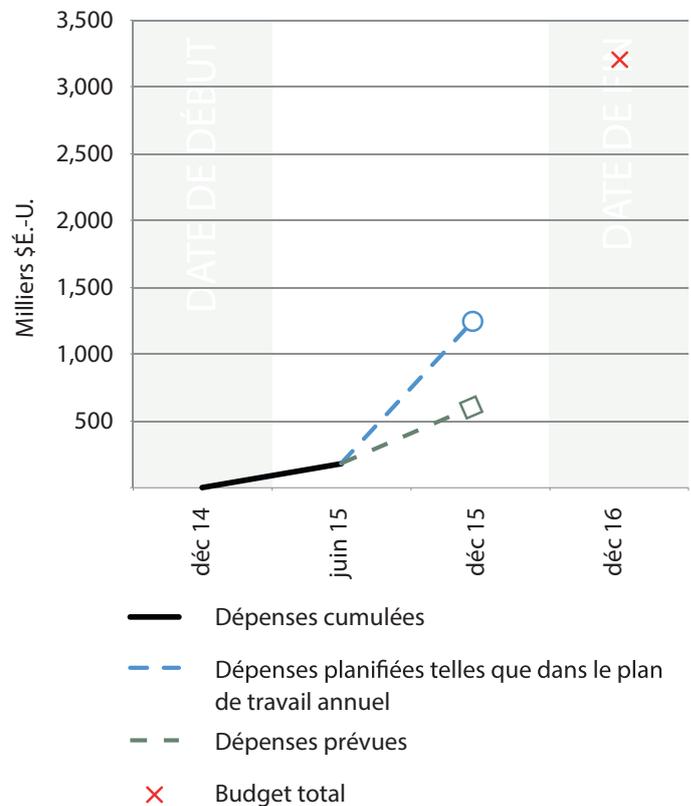
Les activités du Programme national de la Côte d'Ivoire au cours de la période à l'examen, qui reflètent celles recensées dans le plan de travail annuel 2015, soutiennent spécifiquement: 1) le renforcement de la coordination et de l'implication des parties prenantes; 2) la préparation et l'adoption de la stratégie nationale de REDD+; 3) la conception d'un système national de surveillance des forêts (SNSF). Synthèse des progrès réalisés au cours de la période considérée:

- La plateforme Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT)/REDD+ destinée à la société civile, désormais connue sous le nom d'Observatoire ivoirien pour la gestion durable des ressources naturelles (OIREN), a été finalisée.
- Des discussions sont en cours avec le ministère de la planification. Ce ministère est l'organe qui dirige l'équipe spéciale interministérielle chargée du développement de la stratégie nationale de REDD+. En outre, les ministères des forêts, de l'agriculture, des mines, de l'économie et les entités techniques associées (Société de développement des forêts, Office Ivoirien des Parcs et Réserves et Agence nationale d'appui au développement) ont été impliqués dans les activités, ainsi que le secteur privé et les secteurs agricoles.
- Les activités liées à la préparation et à l'adoption de la stratégie nationale de REDD+ de la Côte d'Ivoire ont commencé. Elles comprennent une avancée décisive concernant le développement d'un système de paiement des services environnementaux et l'adoption par le secteur agricole du principe « zéro déboisement dans l'agriculture », en y incluant le déploiement d'une action concrète dans ce secteur.
- Mise en œuvre d'activités axées sur le renforcement des capacités des entités impliquées dans la conception d'un système national de surveillance des forêts (SNSF) en Côte d'Ivoire.

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



Appui ciblé approuvé - Janvier - juin 2015

Montant approuvé pour 14 pays d'Afrique de l'Ouest, dont la Côte d'Ivoire (mai): 162 000 \$É.-U.

Objectif: Appui au renforcement des capacités régionales en Afrique de l'Ouest aux fins des inventaires nationaux du carbone forestier.

3.7 NIGÉRIA

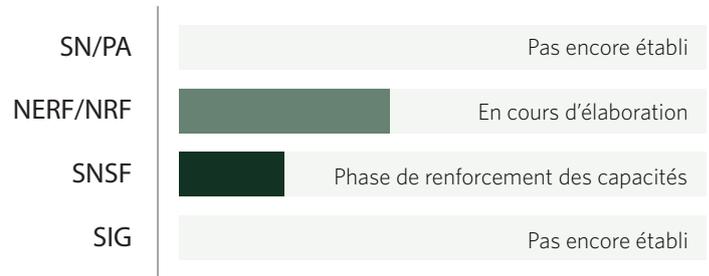
Septembre 2012 - décembre 2016

Résumé de l'état d'avancement du Programme national

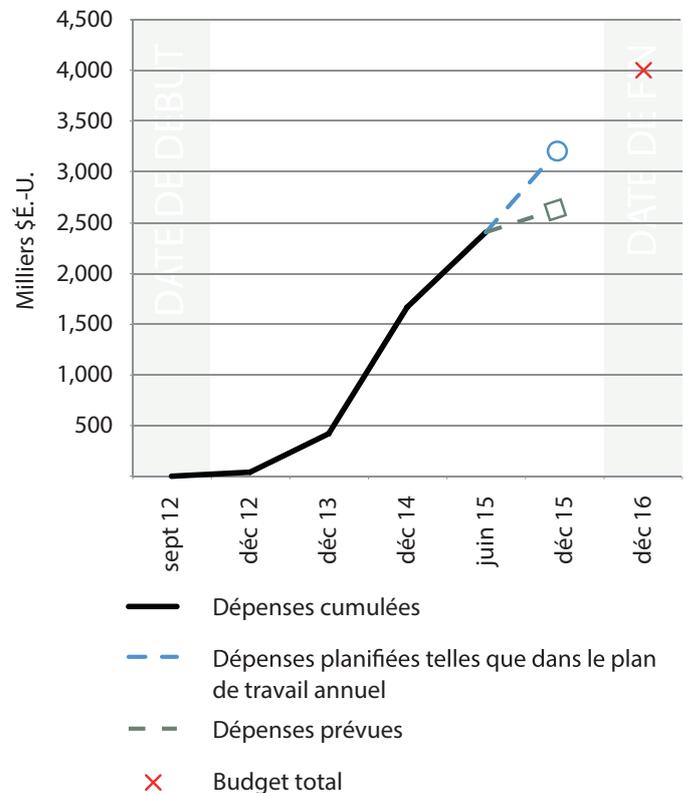
Le retard dans la mise en œuvre pris par le Programme national du Nigéria en 2013-2014 a continué pendant une bonne partie du premier semestre 2015. À la mi-février, le comité directeur du Programme a approuvé une prolongation sans coût supplémentaire, de la date de fin originale du 28 février 2015 au 31 décembre 2016, à la condition qu'une mission conjointe (PNUD, PNUE et FAO) révise le programme et procède aux ajustements nécessaires. Parmi les progrès réalisés au cours de la période considérée, citons:

- L'entrée dans l'équipe du programme d'un nouveau spécialiste et conseiller technique senior MRV national.
- En mai, une mission conjointe conduite par les conseillers techniques régionaux du Programme ONU-REDD a rencontré les coordinateurs nationaux et de l'État, le spécialiste MRV et le conseiller technique senior pour procéder à la révision du programme. Ils ont révisé le Plan de travail et le Budget annuels (PTBA) aux fins de l'établissement des quatre éléments du Cadre de Varsovie pour la REDD+ dans l'État de Cross River en tant qu'éléments clés à intégrer dans les efforts de préparation à la REDD+ au niveau national. Le PTBA révisé contient le cadre de mise en œuvre des activités clés pour la durée restante du Programme.
- Outre le développement des éléments du Cadre de Varsovie pour la REDD+, le champ d'application des travaux analytiques de soutien à l'élaboration de la stratégie de REDD+ a été déterminé et le recrutement peut commencer. L'implication des parties prenantes comprend un forum des parties prenantes, un atelier sur les garanties et une formation en interprétation des images de télédétection.
- Le rapport sur l'Évaluation de la gouvernance participative (EGP) sera prêt prochainement.
- Les consultations avec le FCPF ont commencé; elles visent à garantir la création de synergies entre les activités soutenues par le Programme ONU-REDD et le FCPF et à délimiter clairement les rôles et les responsabilités.

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



Appui ciblé approuvé Janvier - juin 2015

Montant approuvé pour 14 pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Nigéria (mai): 162 000 \$É.-U.

Objectif: Appui au renforcement des capacités régionales en Afrique de l'Ouest aux fins des inventaires nationaux du carbone forestier.

3.8 PANAMA

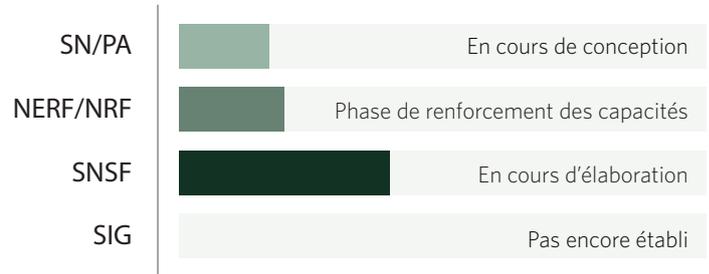
Novembre 2010 – juin 2015

Résumé de l'état d'avancement du Programme national

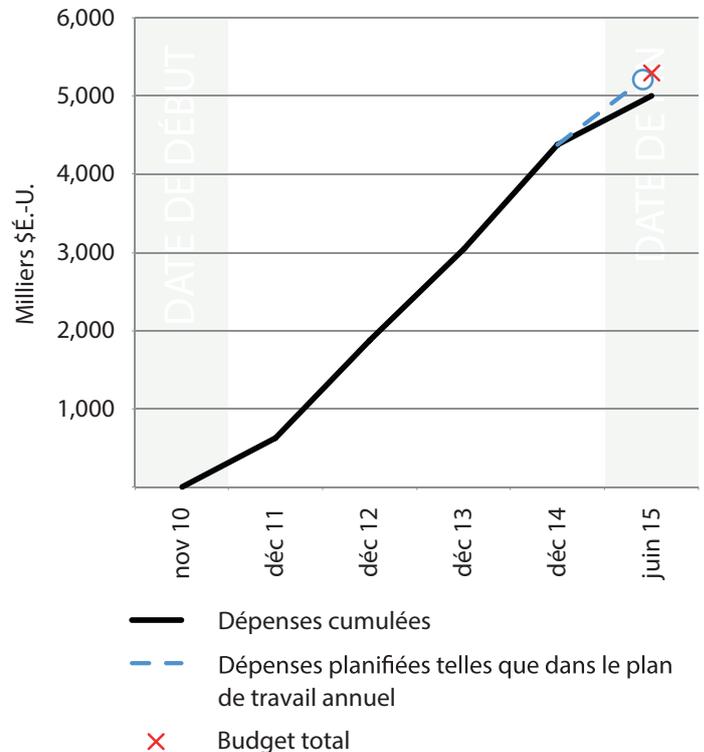
Le Programme national du Panama affiche des progrès réguliers par rapport au plan de travail annuel 2015 et aux décisions prises dans le cadre des réunions du comité directeur national tenues en décembre 2014 et mai 2015. Les progrès réalisés au cours de la période considérée sont résumés ci-dessous:

- Sur la base du plan de consultation et de participation, le Programme national a poursuivi son processus d'écoute active de cinq différents canaux: institutions publiques et privées, populations autochtones, descendants d'Africains, agriculteurs, et genre et autonomisation des femmes. Ce processus est essentiel pour la phase consultative du projet de stratégie nationale de REDD+, ainsi que pour recenser les perceptions, les problèmes et les défis liés à la REDD+ au Panama.
- En avril 2015, le Bureau national pour la REDD+ a tenu une réunion à laquelle ont participé plus de 200 acteurs clés et où le cadre conceptuel de la stratégie nationale de REDD+ du Panama a été présenté et discuté.
- La proposition de donner une base juridique/réglementaire à la mise en œuvre de la REDD+ a été développée par l'inclusion d'une évaluation du cadre juridique et d'une analyse institutionnelle à intégrer au développement de la stratégie nationale de REDD+.
- Un atelier de formation a été organisé en février pour établir des repères pour le NERF/NRF du Panama.
- Le cadre conceptuel et les aspects institutionnels de la mise en œuvre d'un SNSF au Panama ont été présentés au ministère de l'environnement (MIAMBIENTE), avec une proposition concernant les éléments opérationnels et le personnel technique nécessaires.
- Une évaluation de la totalité du domaine forestier et du taux de déboisement au Panama a été effectuée; elle sera intégrée aux statistiques nationales et servira à informer les conventions et processus internationaux.
- Un cabinet de conseil a été sollicité pour le développement du cadre conceptuel de l'approche nationale en matière de garanties. L'évaluation s'appuiera sur les meilleures pratiques internationales et les circonstances nationales pour contribuer à l'approche nationale en matière de garanties et à la conception du SIG du Panama.

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



3.9 PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

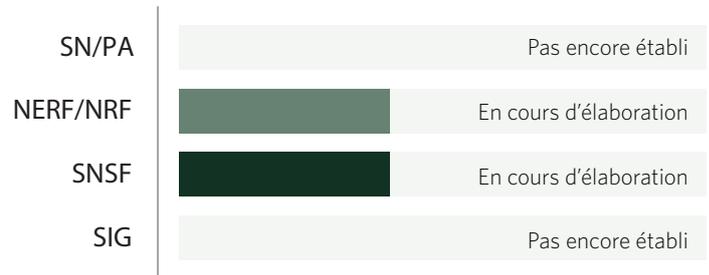
Juin 2011 - décembre 2015

Résumé de l'état d'avancement du Programme national

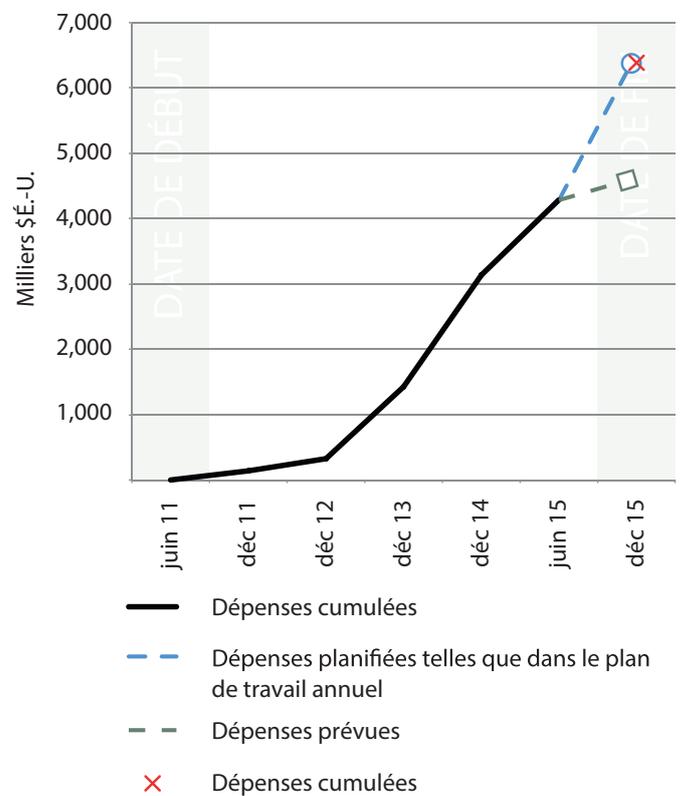
Le Programme national de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) a continué à renforcer les liens entre l'Autorité des forêts de la PNG (PNGFA) et le Bureau du changement climatique et du développement (OCCD), ce qui a conduit à l'amélioration de la mise en œuvre et de la coordination du programme. Le renforcement des capacités de l'OCCD et de la PNGFA s'est poursuivi moyennant l'implication directe de leur personnel dans la préparation et la mise en œuvre des activités du programme. Il est prévu que le programme sera prolongé d'une année supplémentaire jusqu'en 2016 pour permettre l'achèvement de toutes les réalisations. Parmi les progrès réalisés par la PNG au cours de la période considérée, citons:

- Poursuite des activités de sensibilisation et des essais sur le terrain des garanties dans deux provinces supplémentaires.
- Des directives sur le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, avec des dispositions en matière de genre, ont été testées sur le terrain et les résultats seront utilisés pour renforcer davantage ces directives. (Voir Égalité femmes-hommes, Encadré 1).
- Un cadre pratique pour un système de partage et de diffusion des avantages a été développé avec la contribution d'une analyse du contexte institutionnel.
- Un projet de stratégie de communication nationale pour la REDD+ incluant des recommandations pour le court et le moyen termes a été préparé.
- Un contractant a été sélectionné pour effectuer une étude sur les particularités et les leviers d'atténuation nationaux.
- Le laboratoire du Système de surveillance des terres par satellite de l'OCCD a été équipé en matériel et en logiciels informatiques et a été ouvert officiellement par le ministre de l'environnement et de la conservation, M. John Pundari.
- Un soutien méthodologique et une formation en matière de biodiversité, sols, identification des espèces et gestion des données ont été fournis à la PNGFA, à l'Institut de recherche sur les forêts de la PNG et à l'Université de technologie de la PNG aux fins de l'inventaire forestier national (IFN). La méthodologie pour l'IFN de la PNG, en tant que source d'information majeure du facteur d'émission, a été définie.
- La PNG a acquis la capacité d'utiliser deux outils essentiels d'évaluation de l'utilisation des terres (*Collect Earth* et *Terra PNG*) et un outil de diffusion des informations (portail web). La PNG a ainsi commencé une évaluation nationale de l'utilisation des terres à l'aide de l'outil Terra PNG et a réalisé des progrès en matière de consultations des parties prenantes via le portail web.
- En ce qui concerne l'établissement du système MRV du pays, la PNG progresse régulièrement.
- Le déploiement du SIG ayant été retardé, ces travaux seront repris avec l'appui du FCPF, prévu pour 2015-2018.

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



Appui ciblé approuvé Janvier - Juin 2015

Montant approuvé destiné aux îles du Pacifique, dont les Fidji, la PNG, les Îles Salomon et le Vanuatu (janvier):
150 000 \$É.-U.

Objectif: Appui au renforcement des capacités pour l'établissement des NERF/NRF et projet de NERF/NRF avec boucle de rétroaction par un expert.

3.10 PARAGUAY

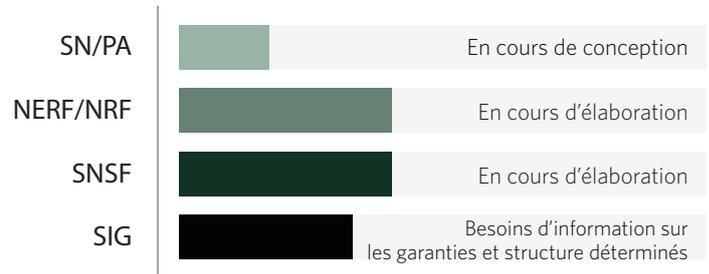
Août 2011 – janvier 2016

Résumé de l'état d'avancement du Programme national

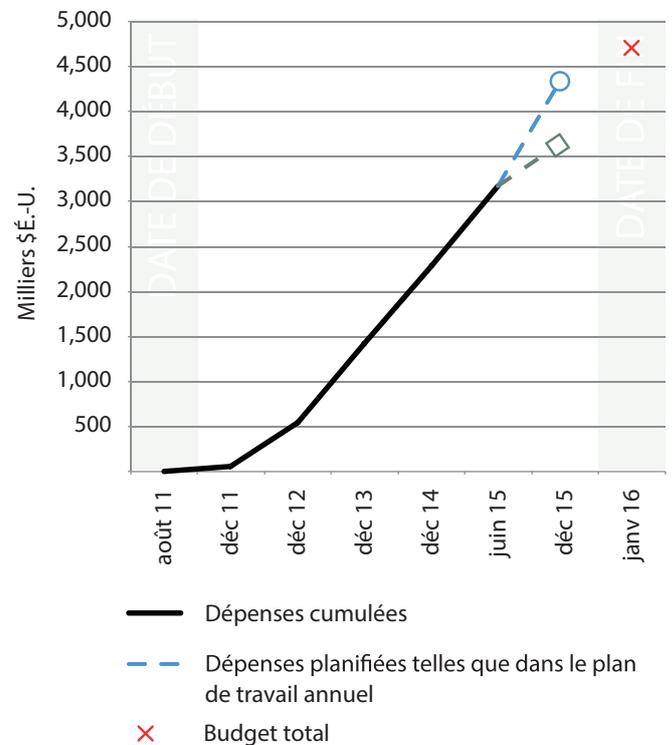
Au cours du premier semestre 2015, le Paraguay a réalisé des progrès importants dans la cartographie des parties prenantes et dans les domaines des avantages multiples, du SNSF et des garanties. Les progrès accomplis lors de la période considérée comprennent:

- Les parties prenantes à la REDD+ ont été cartographiées, caractérisées et analysées et une analyse de leur implication a été effectuée. En lien avec ce processus, des messages de communication spécifiques destinés à différentes parties prenantes ont été identifiés et élaborés.
- Une analyse du cadre juridique nécessaire à la mise en œuvre de la REDD+ au Paraguay a commencé.
- Une étude sur les avantages multiples de la REDD+ au Paraguay a été menée à bien.
- Un mécanisme de rémunération et de compensation basé sur le marché a été mis en œuvre.
- Des secteurs supplémentaires demandant l'implication de la REDD+ ont été identifiés et hiérarchisés compte tenu des résultats de l'analyse des principaux facteurs de déboisement et de l'étude sur les avantages multiples de la REDD+.
- Dans le cadre du travail coordonné du Troisième projet national de communication et du Programme ONU-REDD, un atelier portant sur l'inventaire des GES a été réalisé pour les secteurs de l'agriculture et UTCATF.
- Les travaux relatifs au SNSF du Paraguay se sont poursuivis par l'inclusion de résultats de l'IFN et de données provenant du système de suivi par satellite de la Terre. Les inventaires des GES pour les secteurs UTCATF reposeront sur ces informations, lesquelles définiront par ailleurs un NERF pour le Paraguay.
- Un atelier a été organisé en juin pour permettre aux communicateurs autochtones de renforcer leurs capacités de sensibilisation sociale liée aux concepts clés de REDD+ et de changement climatique auprès des communautés autochtones.
- Les institutions du Programme national conjoint ont mis au point une matrice recensant les principaux règlements juridiques existants et leur relation avec l'accord de Cancun sur les garanties. Ces résultats serviront de base à la conception et à la mise en œuvre du SIG.

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



3.11 SRI LANKA

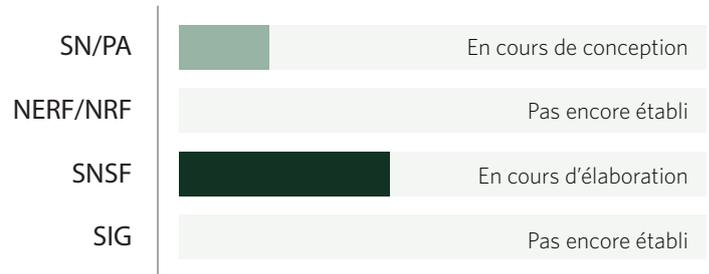
Avril 2013 - mars 2016

Résumé de l'état d'avancement du Programme national

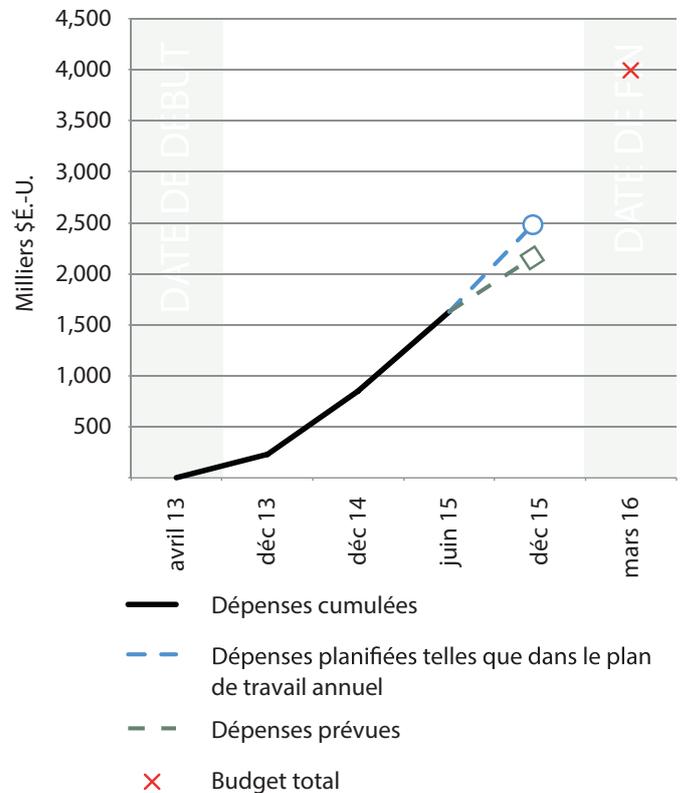
Le Programme national du Sri Lanka a bien progressé en 2015. Plusieurs activités lancées en 2014 ont ainsi été achevées, notamment:

- Finalisation du plan relatif à l'implication du secteur privé, qui a mis en lumière les principaux obstacles à cet engagement en faveur de la reforestation et la restauration des forêts. Sur la base de l'étude, le programme a identifié deux principaux points d'entrée pour un rapprochement avec le secteur privé dans le cadre des processus de REDD+: 1) l'implication dans des activités liées à la MRV à travers la compilation d'une base de données sur les activités menées en faveur des forêts et le renforcement des capacités, et 2) le développement de la stratégie nationale de REDD+.
- Lancement du site [Internet](#) sri-lankais REDD+ en mai 2015.
- Réalisation d'un rapport sur les facteurs du déboisement au Sri Lanka, dont les principales conclusions seront publiées sur le nouveau site Internet.
- Poursuite du développement de la feuille de route REDD+, par laquelle le Sri Lanka a développé sa vision de la REDD+, identification et hiérarchisation des politiques et mesures potentielles, discussion des options relatives aux nouvelles dispositions institutionnelles.
- Lancement d'études techniques sur le mécanisme de traitement des plaintes, la gestion des fonds publics et les régimes fonciers, qui s'achèveront en 2015.
- Progression continue sur la MRV avec l'appui d'une équipe spéciale dédiée à la MRV. Les principales réalisations comprennent i) l'élaboration et la validation des paramètres de l'IFN et du système de surveillance des forêts par satellite, ii) le développement de capacités concernant les systèmes de classification de la couverture terrestre et la mise à jour des données de 1985 relatives à la couverture/l'utilisation des terres pour les années 2000 et 2010.
- Organisation de sept ateliers de sensibilisation à l'échelle des districts en faveur des représentants d'organisations de la société civile.
- Sélection du Sri Lanka en tant que pays pilote pour présenter CBR+, offrant au programme la possibilité de relier les interventions à assise communautaire aux processus nationaux de REDD+.
- Recrutement de deux nouveaux membres du personnel de l'UGP: un conseiller technique en chef à plein temps (en avril) et un nouveau responsable de la communication (en juin).
- Préparation par l'UGP d'une prolongation sans frais à l'horizon de mars 2017, sous réserve de l'approbation du Conseil d'orientation.

Performances par rapport au Cadre de Varsovie pour la REDD+



Performances financières par rapport au Plan de travail annuel 2015



3.12 CADRE DE VARSOVIE POUR LA REDD+ - TRANSITION ET ÉVOLUTION

À la suite de l'adoption du Cadre de Varsovie pour la REDD+ (Cadre de Varsovie) à la 19e COP de la CCNUCC, le Programme ONU-REDD a commencé à aligner son appui sur les décisions prises à cette occasion et à suivre les avancées réalisées par les pays au regard des éléments du Cadre de Varsovie.

Il ressort des évaluations des onze Programmes nationaux actifs menées

dans le cadre des rapports semestriels que les pays ont le plus progressé dans la mise au point d'un SNSF, la majorité des pays concernés déclarant que leur SNSF était en cours d'élaboration.⁸ De même, la plupart des pays ont indiqué que leur NERF/NRF était en cours d'élaboration ou en phase de renforcement des capacités. Les progrès en termes de stratégies nationales/plans d'action (SN/PA) restent balbutiants, la majorité des pays déclarant se trouver au stade de la conception. Le SIG reste le domaine qui enregistre le moins de progrès, puisque seulement quatre pays ont indiqué avoir identifié les

objectifs, les besoins et la structure, les autres n'ayant pas encore démarré les activités. Ces résultats donnent un bon aperçu de l'interconnectivité des quatre éléments du Cadre de Varsovie, de la complexité des tâches liées aux SN/PA et au SIG et des liens et répétitions entre les quatre éléments.

La contribution du Programme ONU-REDD aux avancées au regard des éléments du Cadre de Varsovie est illustrée ci-dessous, sur la base des données des onze Programmes nationaux actifs au 30 juin.

SN/PA

En cours de conception

7

Argentine, Colombie, République du Congo, Côte d'Ivoire, Panama, Paraguay, Sri Lanka.

Rédigés- en cours d'examen

1

Cambodge

NERF/NRF

Phase de renforcement des capacités

2

Côte d'Ivoire and Panama

En cours d'élaboration

5

Cambodge, République du Congo, Nigéria, Paraguay and Papua New Guinea.

Soumis à la CCNUCC

1

Colombie

SNSF

Phase de renforcement des capacités

2

État plurinational de Bolivie, Nigéria

En cours d'élaboration

8

Argentine, Cambodge, République du Congo, Côte d'Ivoire, Panama, Paraguay, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sri Lanka

Système non définitif en place permettant d'assurer la surveillance et la MNV

1

Colombie

SIG

Objectifs SIG déterminés

2

Cambodge, Colombie

Besoins en informations et structure du SIG déterminés

2

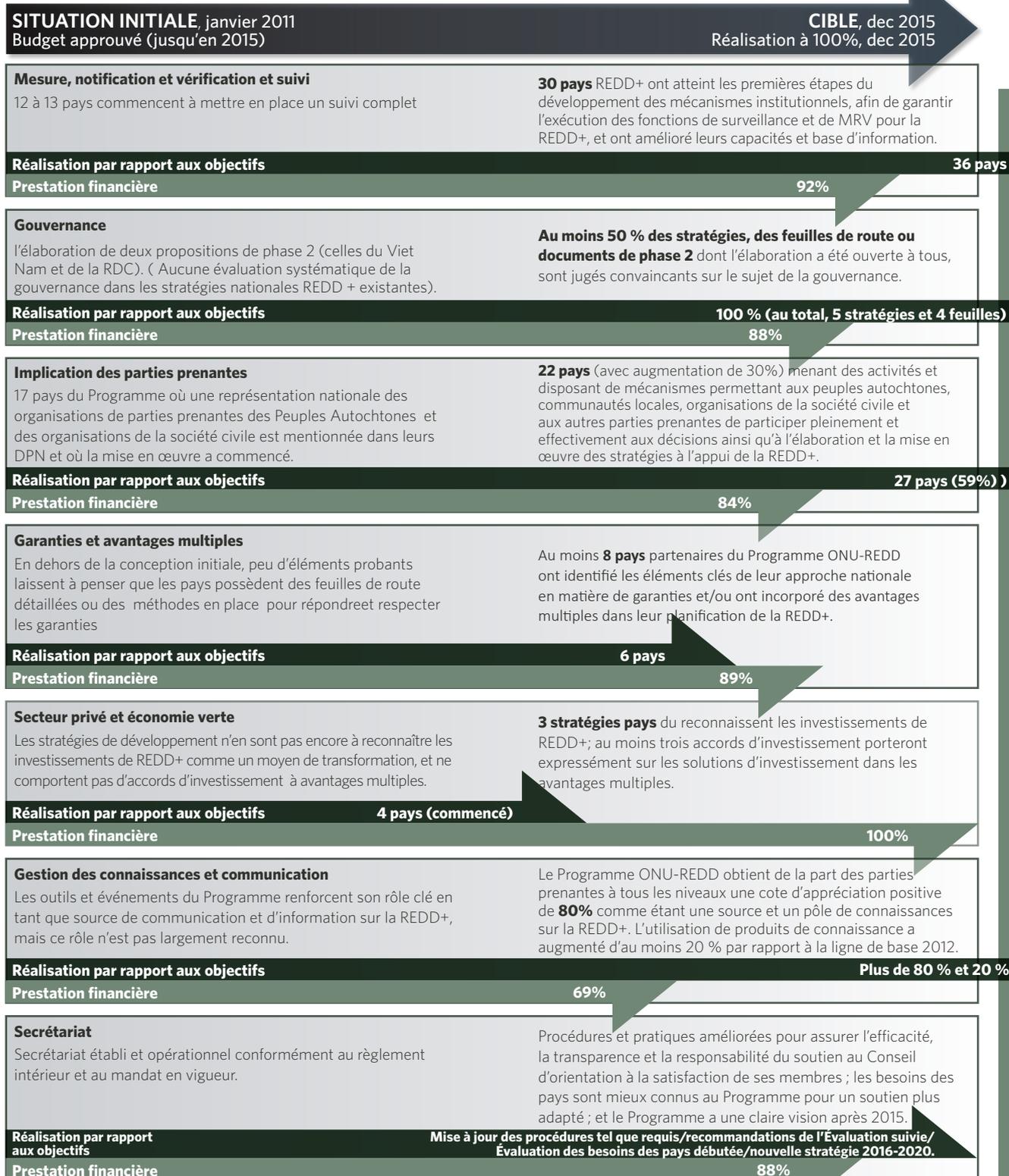
République du Congo, Paraguay

PROGRÈS ACCOMPLIS ET POINTS ESSENTIELS CONCERNANT LE CADRE D'APPUI AUPRES DES ACTIVITÉS NATIONALES DE REDD+

L'appui aux activités nationales de REDD+ : Cadre Programme global 2011-2015 (AAN) a produit plusieurs résultats distincts aux niveaux mondial, régional et national lors de la période couverte par le présent rapport. Il s'est ainsi rapproché des objectifs escomptés de décembre 2015 de la part du Cadre de suivi 2011-2015 de l'AAN

(voir illustration ci-dessous). L'AAN est un instrument essentiel du Programme ONU-REDD pour appuyer les efforts de la REDD+ en vue d'aider les pays à se conformer aux directives et préconisations de la CCNUCC concernant la REDD+ (en premier lieu, celles du Cadre de Varsovie pour la REDD+). La mise en place

d'approches, d'analyses, de méthodologies, d'outils et de données communs, mais aussi le partage de bonnes pratiques ont rendu ce travail possible. Les résultats et les enseignements tirés à ce jour des différents domaines d'activité, ou effets AAN, ont été incorporés au [Cadre stratégique 2016-2020](#) du Programme ONU-REDD.



La présente illustration comporte une liste des effets de l'AAN, les flèches indiquant les progrès au 30 juin 2015 par rapport aux objectifs de décembre 2015 (à droite). Les points de comparaison se trouvent à gauche. La réalisation financière (en%) est provisoire (voir remarques aux pages 3 et 17).

4.1 EFFETS DE L'AAN

Les principaux progrès accomplis au 30 juin, sélectionnés au titre de chacun des effets de l'AAN, sont décrits dans les pages suivantes et détaillés à l'Annexe 12 et dans une liste complémentaire d'activités accessible [ici](#).

MESURE, NOTIFICATION ET VÉRIFICATION ET SUIVI

Résultat 1: Les pays REDD+ sont dotés des systèmes et des capacités nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre le MRV et le suivi.

Cible: 30 pays REDD+ bénéficiant d'un appui du Programme ONU-REDD ont atteint les premières étapes du développement des mécanismes

institutionnels, afin de garantir l'exécution des fonctions de surveillance et de MRV pour la REDD+, et ont amélioré leurs capacités et base d'information.

Progrès accomplis et points essentiels

Sur les 61 pays partenaires, 12 Programmes nationaux en cours ont développé différents aspects de leurs SNSF et NRF. 24 autres pays partenaires ont amélioré leurs capacités par le biais d'un appui ciblé et/ou de l'adossement. Quant aux 25 pays partenaires restants, ils l'ont fait à travers des formations régionales et infrarégionales. Parmi les progrès accomplis au cours du semestre, citons:

- La suite logicielle Open Foris a été complétée d'un progiciel de traitement des images radars pour le Bangladesh, l'Éthiopie, la Tanzanie, le Viet Nam et la Zambie, qui avaient jusqu'alors travaillé avec le logiciel.
- Le Kenya a achevé d'évaluer la précision de l'évaluation existante des changements d'affectation des terres; la République du Congo et la République démocratique du Congo (RDC) ont achevé l'analyse historique du déboisement et ont mis à jour leurs taux de déboisement; la Zambie a finalisé son analyse historique des changements d'affectation des surfaces de forêts; et la RDC dispose d'une unité de suivi forestier parfaitement formée et pratiquement autonome.
- Le Bhoutan, la Mongolie et le Pakistan ont progressé dans leurs plans d'action pour le SNSF. Ces pays et le Bangladesh ont également renforcé leurs capacités en matière de GES et d'inventaires. Le Paraguay a renforcé ses capacités en matière d'inventaire sur les GES pour l'UTCATF et l'agriculture.⁹
- L'Équateur a déployé sa Plateforme de diffusion sur Internet du SNSF. La PNG, le Bangladesh et le Cambodge ont achevé leurs méthodologies concernant les IFN.
- La Mésoamérique a amélioré ses capacités en matière d'IFN et d'équations allométriques en collaboration avec la Comisión Nacional Forestal (CONAFOR) et le Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza (CATIE).
- Conséquence de l'adossement technique, la RDC a progressé sur les NRF avec une présentation prévue début 2016 devant la CCNUCC. Le Bhoutan et le Honduras ont amélioré leurs capacités en termes de NRF dans le cadre de l'élaboration de plans d'action NRF.¹⁰ Échange de savoirs Sud-Sud et atelier infrarégional sur les NRF/NRF comprenant 1) le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, le Népal et le Viet Nam; 2) les Fidji, la PNG, les Îles Salomon et le Vanuatu et 3) la Colombie, l'Équateur, le Panama et le Mexique.
- Deux webinaires sur le renforcement des capacités mondiales concernant

les NRF ont été organisés (en anglais et en espagnol), se traduisant par une amélioration des capacités de plus de 100 experts en foresterie participants issus des institutions étatiques, de la société civile et du secteur privé.

- L'Argentine a accru ses capacités relatives à la dégradation des forêts par le biais d'une coopération Sud-Sud avec la Bolivie, le Chili et la Colombie.

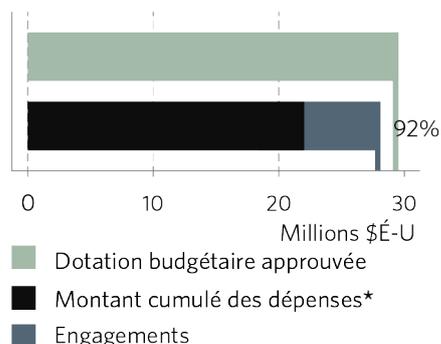
Voir [ici](#) le détail des manifestations de renforcement des capacités et des autres formations et échanges.

Outils et ressources didactiques¹¹

- Considérations techniques en vue de l'établissement de NERF et/ou NRF pour la REDD+ au titre de la CCNUCC ([anglais](#)). Les versions française et espagnole seront publiées d'ici novembre 2015.
- Un [manuel](#) pour évaluer la biomasse et calculer l'incertitude dans la sélection d'équations allométriques et huit publications et rapports relatifs à la mise au point d'équations allométriques.

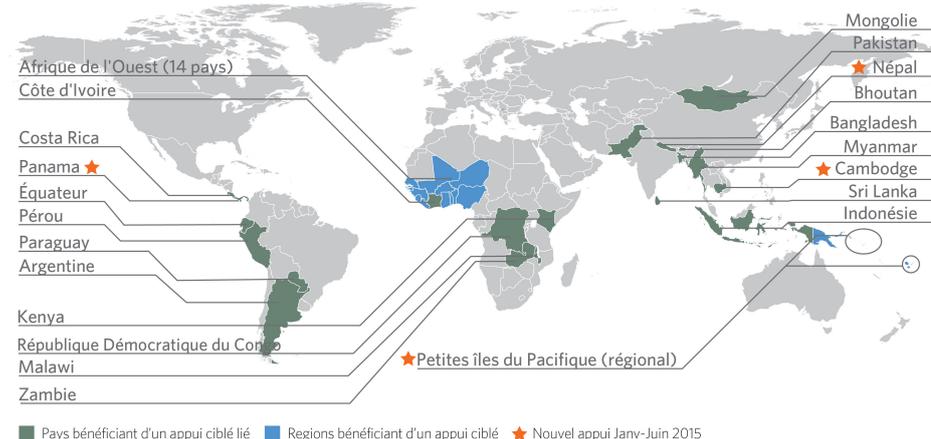
Données financières¹²

1 novembre 2011 - 30 juin 2015



* Il s'agit d'engagements programmatiques et financiers contraignants comptabilisés par les organismes qui seront décaissés dans la/les future(s) période(s). Cela s'applique à toutes les données financières au titre des résultats d'AAN.

Pays bénéficiant d'un appui ciblé lié à la mesure, notification et vérification et suivi



GOVERNANCE

Résultat 2: Des systèmes de gouvernance nationale fiables et ouverts à tous sont instaurés afin de mettre en œuvre la REDD+.

Cible: 50% des stratégies, feuilles de route et documents de phase 2 appuyés par le Programme ONU-REDD ont été élaborés de

façon participative et sont censés être convaincants sur le sujet de la gouvernance.

Progrès accomplis et points essentiels

L'ensemble des stratégies (Cambodge, Costa Rica, Équateur, République du Congo et Zambie) et des feuilles de route (Côte d'Ivoire, Madagascar, Malawi et Paraguay) a été élaboré de manière inclusive. En outre, divers aspects de la gouvernance ont contribué à bâtir des dispositifs institutionnels, juridiques et fiduciaires solides en faveur de l'égalité femmes-hommes. Au cours du semestre, citons parmi les principales réalisations:

- L'Équateur et la Zambie ont achevé et présenté leurs stratégies nationales de REDD+/plans d'action pour approbation officielle et allocation budgétaire. Ils ont également commencé à mobiliser des fonds et à planifier les investissements en vue de leur mise en œuvre.
- Le Cambodge, le Costa Rica et la République du Congo ont réalisé des progrès importants dans la mise en place de leur stratégie nationale de REDD+, les versions provisoires étant diffusées à des fins de consultation et régulièrement améliorées.
- La Côte d'Ivoire, Madagascar, le Malawi et le Paraguay ont entamé un travail sur des feuilles de route intégrées et ouvertes à tous, afin de concevoir des stratégies nationales de REDD+, s'appuyant sur les aspects de la préparation et d'autres processus pertinents en termes d'analyse et de planification.
- Le Pérou et le Chili ont fait avancer la conception de leurs mécanismes financiers nationaux pour recevoir des paiements de la REDD+ axés sur les résultats et canaliser les ressources vers la mise en œuvre de leurs stratégies nationales de REDD+.
- L'Indonésie a lancé un Indice de gouvernance forestière (IGF) et une

évaluation du Système d'octroi de licence pour les forêts. Elle a en outre fait part de son intérêt pour l'IGF, qui permettra de prendre des décisions sur la REDD+ et la gouvernance forestière.¹³

- Le Costa Rica a achevé un projet pilote de son Système de suivi des changements d'affectation des terres pour les paysages productifs axés sur la production d'ananas. Une vidéo est disponible [ici](#).
- L'équipe spéciale de lutte contre la corruption et REDD+ du Kenya a révisé le Code de conduite du service forestier du Kenya en vue d'améliorer l'intégrité et de contribuer à une meilleure gouvernance des forêts à l'échelle locale.¹⁴
- L'Équateur, l'Indonésie, le Nigéria et le Viet Nam ont déployé des efforts de renforcement de capacités, de diagnostic des problèmes et de rationalisation afin de promouvoir une action qui réponde aux problématiques du genre, ainsi qu'une mise en œuvre de la REDD+ tenant compte de l'égalité femmes-hommes.¹⁵ (Voir Égalité femmes-hommes, Encadré 1).
- Considérations juridiques clés liées à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies REDD+ analysées dans un [forum](#) de 375 membres sur les préparatifs juridiques de la REDD+; par exemple, des experts juridiques de sept pays ont discuté du résumé du diagnostic juridique du Guatemala relatif à la REDD+.
- La Côte d'Ivoire, le Kenya, Madagascar, le Malawi et le Népal ont progressé dans l'évaluation des cadres juridiques et politiques et l'identification des possibilités de modifier/d'améliorer la législation et les politiques afin de mieux intégrer les considérations sur la REDD+ et de créer les conditions de la REDD+. La Côte d'Ivoire a rédigé

une version modifiée de son décret établissant une Commission nationale REDD+.

- Sensibilisation aux régimes fonciers dans six pays (Cambodge, Madagascar, Malawi, Sri Lanka, Tunisie et Viet Nam), y compris l'enregistrement des relations foncières communautaires au Cambodge et le respect par la Tunisie des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers (DVGRF) et de la REDD+ en tant que préalable aux travaux sur les régimes fonciers nationaux.¹⁶ Les analyses de régimes fonciers présentées par cinq pays, examinant par exemple les implications des régimes fonciers forestiers pour la gestion des forêts (Madagascar)¹⁷; analysant les régimes de ressources naturelles utilisant les DVGRF comme cadre; analysant les politiques et mesures (Sri Lanka); évaluant les politiques foncières provinciales pour les terres forestières (Viet Nam); et précisant les implications de cadres fonciers pour la REDD+ (Tunisie).

Outils et ressources didactiques

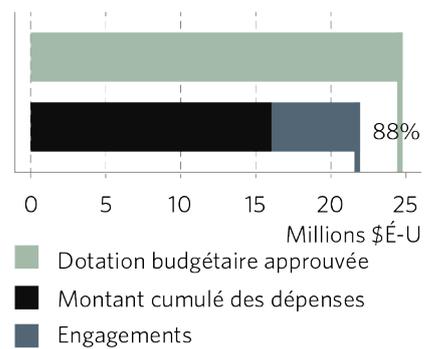
S'appuyant sur les enseignements retenus et les meilleures pratiques, les cadres conceptuels de l'appui de l'ONU-REDD à des systèmes de gouvernance nationale crédibles et ouverts à tous pour la REDD+ ont été formalisés dans les « journaux d'apprentissage » (lancement prévu en septembre 2015) pour les « Académies de la REDD+ » régionales et nationales, en particulier les journaux d'apprentissage sur les stratégies nationales et plans d'action (#4), les politiques et mesures (#8) et la gouvernance (#12).

Pays bénéficiant d'un appui ciblé lié à la gouvernance



Données financières

1 novembre 2011 – 30 juin 2015



Encadré 1

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

Parmi les progrès notables accomplis au cours du semestre au niveau national figure la mise en œuvre de l'orientation sur l'égalité femmes-hommes, qui est passée de l'échelon politique à la pratique. À titre d'exemple, en PNG, l'égalité entre les sexes définie dans les directives sur le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause est testée sur le terrain, tandis qu'en Indonésie sont appliquées des garanties de la REDD+ tenant compte des problématiques du genre. Au Nigéria, les EPG ont examiné des données ventilées entre femmes et hommes, qui ont tour à tour permis d'analyser l'égalité femmes-hommes et de recommander des améliorations dans ce domaine, tandis que la Colombie appliquait l'Outil pour une approche nationale des garanties (CAST) du Programme ONU-REDD, qui comporte des considérations spécifiques en termes de genre. En Indonésie et en Équateur, des boîtes à outils et des documents de formation ont été conçus pour entreprendre une action REDD+ en faveur de l'égalité femmes-hommes.

En outre, le renforcement des capacités de la REDD+ et les efforts d'implication des parties prenantes intègrent de plus en plus les problématiques du genre et tendent à faciliter une approche ascendante pour apporter des informations sur les actions de la REDD+. Par exemple, 1) le Groupe égalité des sexes au Cambodge a dirigé des ateliers sur le genre et le renforcement des capacités de la REDD+, de concert avec le Groupe de consultation et les Équipes techniques de la REDD+; 2) l'Indonésie a organisé un atelier sur l'intégration des perspectives

des femmes dans la REDD+ avec des parties prenantes issues du gouvernement, de l'enseignement supérieur et de la société civile; 3) le Panama, dans le cadre du processus d'écoute active, a organisé deux ateliers avec des femmes représentant les populations autochtones et paysannes et les communautés de descendance africaine; 4) les enseignements tirés au niveau régional et les bonnes pratiques eu égard à la question du genre et à la REDD+ ont été partagés à l'occasion de l'Échange de savoirs OSC/populations autochtones de l'Asie-Pacifique et, en Amérique latine et aux Caraïbes, de l'Atelier régional sur l'implication des parties prenantes, le genre et la gestion des connaissances; 5) et un Dialogue des femmes sur le genre et les forêts a été organisé avec des dirigeantes autochtones dans le cadre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII).

Globalement, alors qu'il est toujours nécessaire que les efforts d'implication des parties prenantes soient davantage axés vers une plus grande parité entre les sexes, davantage de données ventilées entre femmes et hommes ont été générées. Parmi les manifestations liées aux connaissances à avoir présenté une ventilation par sexe, la participation était répartie en moyenne entre 56% d'hommes et 44% de femmes, tandis que les femmes étaient activement encouragées à participer à des groupes d'experts pour faire part de leurs expériences. En outre, les journaux d'apprentissage de l'Académie pour la REDD+ ont incorporé des orientations intégrant la question du genre.

IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

Résultat 4: Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes prennent une part effective aux décisions et à l'élaboration des stratégies sur la REDD+, ainsi qu'à leur mise en œuvre, au niveau national et international.

Cible: Le nombre de pays menant des activités et disposant de mécanismes permettant aux peuples autochtones, aux communautés locales, aux OSC et aux autres parties prenantes de participer pleinement et effectivement aux décisions ainsi qu'à l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies à l'appui de la REDD+ aura augmenté de 30 pour cent.

Progrès accomplis et points essentiels

Vingt-sept pays (soit une hausse de 59%) ont continué à mettre en place ou à consolider la participation des populations autochtones et des organisations de la société civile dans des plateformes nationales sur la REDD+, y compris des instances de direction du programme REDD+, des informations et des concertations politiques sur la REDD+, et des délibérations sur la REDD+.¹⁸ De plus, au cours des six derniers mois, 21 pays au total ont renforcé l'implication pleine et entière des populations autochtones et des OSC en tant que parties prenantes clés aux processus nationaux de la REDD+. Tout un éventail d'approches a favorisé cette évolution, notamment:

- Plateformes améliorées pour les populations autochtones et les OSC en vue de permettre à ces parties prenantes de participer formellement et systématiquement aux processus nationaux de la REDD+ et de les éclairer, y compris la révision des stratégies nationales, ou de participer à des concertations politiques nationales sur la REDD+. Ces progrès ont été notables dans un certain nombre de pays.¹⁹
- Mise en place de mécanismes de gouvernance participative pour

faciliter la reconnaissance et la progression des droits et des priorités des populations autochtones et d'autres parties prenantes vulnérables en matière de développement, tels que le projet de loi hondurien sur les consultations publiques, la conception et l'essai de protocoles de Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause par la PNG (avec la participation active de populations autochtones), l'inclusion par le Viet Nam du FPIC dans les plans provinciaux de la REDD+, ainsi que la révision et conception par le Sri Lanka d'un mécanisme de traitement des plaintes pour la REDD+.

- Progrès accomplis par le Kenya concernant l'élaboration de deux directives distinctes dans le domaine de l'implication des parties prenantes et du FPIC (ce dernier sera le premier à être conçu par une organisation autochtone elle-même, dans le cadre de la REDD+ en Afrique).
- Renforcement de l'implication locale dans la REDD+ grâce à l'initiative relative à la CBR+, avec l'approbation de plans nationaux de la CBR+ dans les six pays pilotes (RDC, Cambodge, Nigéria, Panama, Paraguay et Sri Lanka). Suivant les appels à propositions lancés dans tous les pays à l'exception du Paraguay, plus de 150 propositions émanant

des populations autochtones, des communautés locales et des OSC ont été reçues. Voir Annexe 12, Section 3.

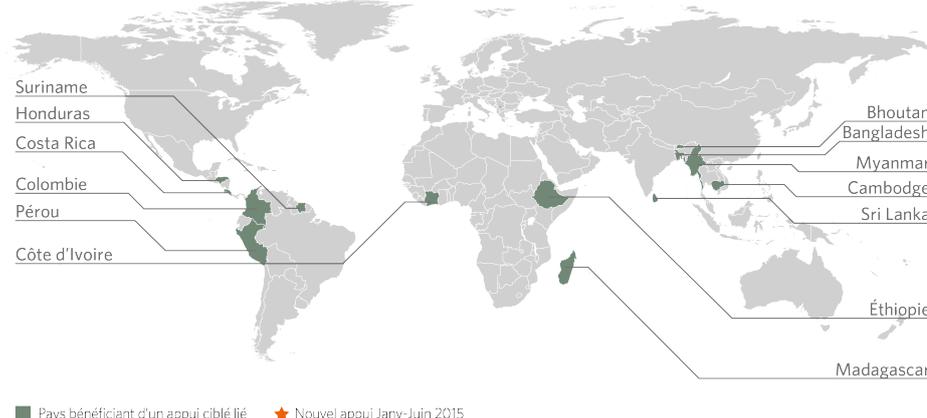
En outre, les alliances de parties prenantes aux niveaux régional et mondial et les capacités d'assurer l'implication des parties prenantes ont été renforcées par un certain nombre d'échanges régionaux et mondiaux. Voir détails [ici](#).

Des orientations pour appuyer une implication pleine et entière des parties prenantes ont été formulées conjointement par le Programme ONU-REDD, le FCPF et la Banque interaméricaine de développement. Voir ci-dessous.

Outils et ressources didactiques

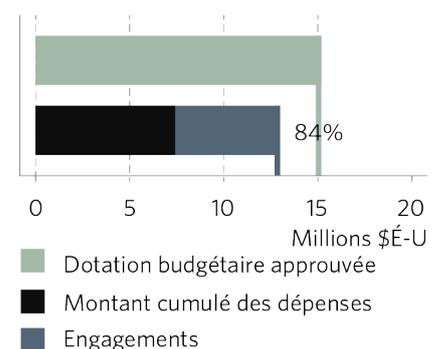
- [Note d'orientation commune FCPF/ Programme ONU-REDD pour les pays de la REDD+: Mise en place et renforcement des mécanismes de traitement des plaintes \[informations supplémentaires\]](#).
- Note d'information et vidéo de messages clés de la Centrale Asie-Pacifique au sein des représentants et des dirigeants de la société civile et des populations autochtones, mai ([vidéo](#)).
- Vidéo sur les plaintes et la participation des OSC à l'atelier de la REDD+ en avril en Colombie ([vidéo](#)).

Pays bénéficiant d'un appui ciblé lié à l'implication des parties prenantes



Financial snapshot

1 novembre 2011 - 30 juin 2015



GARANTIES ET AVANTAGES MULTIPLES

Résultat 5: Les garanties sont appliquées et respectées et les avantages multiples de la REDD+ sont obtenus.

Cible: Au moins 8 pays partenaires du Programme ONU-REDD ont identifié les éléments clés de leur approche nationale en matière de garanties

et/ou ont incorporé des avantages multiples dans leur planification de la REDD+.

Progrès accomplis et points essentiels

L'appui continu du Programme aux pays partenaires concernant les garanties et les avantages multiples a permis à six pays (Cambodge, Costa Rica, RDC, Équateur, PNG et Zambie) de recenser les principaux éléments pour une approche nationale des garanties et/ou d'intégrer les avantages multiples dans leur planification de la REDD+. Au cours du semestre, douze pays en particulier (Bhoutan, Cambodge, RDC, Équateur, Kenya, Nigéria, Panama, Paraguay, Pérou, République du Congo, Ouganda et Viet Nam) ont réalisé les principaux progrès et résultats suivants:

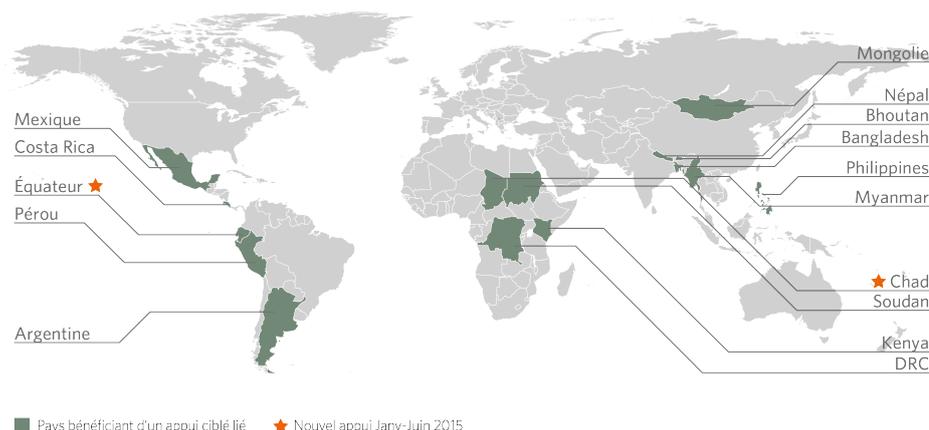
- Le Kenya a achevé son analyse des potentiels multiples avantages dans le pays, prêt pour une validation d'ici octobre 2015; le Cambodge, la République du Congo et le Viet Nam ont progressé dans leurs travaux de cartographie sur la portée des actions de la REDD+ apportant des avantages multiples, le Cambodge et le Congo ont avancé dans leurs travaux d'analyse coûts-bénéfices de la REDD+, et le Pérou a fait des progrès dans la mise au point d'un outil interactif pour appuyer sur le plan spatial les décisions de la REDD+.
- Le Panama et le Paraguay ont réalisé leurs rapports de cartographie finaux sur le potentiel de la REDD+ en termes d'avantages multiples, et la RDC a achevé son étude de faisabilité pour une évaluation économique.
- Le Nigéria, l'Ouganda et le Viet Nam ont avancé dans leurs plans visant
- à faire progresser leurs approches nationales des garanties.
- Le Bhoutan a affiné une étude sur les politiques, les lois et les réglementations existantes en rapport avec les moyens de contribuer à la prise en compte des garanties de Cancun.
- L'Équateur a recensé les sources ou les systèmes d'information qui contribueront à son SIG; le Mexique a mis en route une évaluation des systèmes d'information et mécanismes de notification existants susceptibles de contribuer à son SIG; et la PNG a fait des progrès sur l'identification des systèmes et sources d'information qui pourraient contribuer à son SIG.
- La RDC et la République du Congo ont développé la capacité de recueillir des informations sur les garanties et d'élaborer des indicateurs.
- En Afrique et dans la région Asie-Pacifique, des connaissances Sud-Sud sur les garanties et les SIG ont été échangées et les capacités renforcées par le biais d'ateliers régionaux organisés en Thaïlande et au Kenya.
- Des plateformes et des manifestations mondiales ont donné aux pays la possibilité d'échanger leurs expériences et d'explorer des concepts liés à l'application d'approches nationales des garanties, y compris les SIG. Celles-ci comprenaient notamment: le Forum des Nations Unies sur les forêts Interlaken+10 en Suisse; un mini-séminaire de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD) sur les approches nationales des garanties; le huitième Atelier

d'échange et d'apprentissage sur les normes sociales et environnementales de la REDD+ au Népal; et la Journée d'information sur la quatorzième réunion du Conseil d'orientation aux États-Unis.

Outils et ressources didactiques

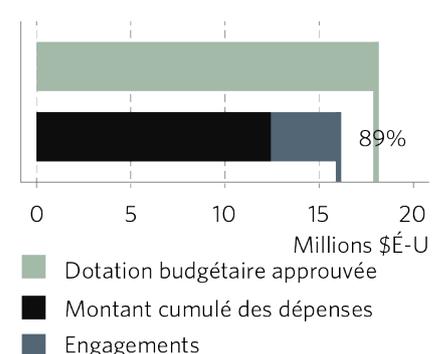
- Note d'information sur les garanties de Cancun, les SIG et résumé des informations pour la région Asie-Pacifique, ainsi que [vidéo](#) correspondante (anglais)²⁰
- L'Outil d'identification des avantages et des risques (BeRT) et son manuel d'utilisation [publié en ligne](#) ([anglais](#), [français](#) et [espagnol](#))
- Étude de faisabilité pour une évaluation économique des bénéfices de la REDD+, RDC ([anglais](#) et [français](#))
- Report on potential for multiple benefits from REDD+ in Paraguay (Rapport sur le potentiel de la REDD+ en termes d'avantages multiples au Paraguay) ([anglais](#) et [espagnol](#))
- Report on potential for multiple benefits from REDD+ in Panama (Rapport sur le potentiel de la REDD+ en termes d'avantages multiples au Panama) ([anglais](#) et [espagnol](#))
- Dix nouveaux tutoriels pour appuyer la cartographie des avantages multiples au moyen d'outils de système d'information géographique (QGIS) source ouverte ([anglais](#)).

Pays bénéficiant d'un appui ciblé lié aux garanties et avantages multiples



Données financières

1 novembre 2011 - 30 juin 2015



SECTEUR PRIVÉ ET ÉCONOMIE VERTE

Résultat 6: La transition vers une économie verte et les stratégies et investissements de la REDD+ se renforcent mutuellement.

Cible: Les stratégies de trois pays du Programme ONU-REDD reconnaissent les investissements de REDD+; au moins trois accords d'investissement

porteront expressément sur les solutions d'investissement dans les avantages multiples.

Progrès accomplis et points essentiels

Quatre pays (la Côte d'Ivoire, le Costa Rica, le Pérou et le Panama) ont commencé à recenser et à classer les options de financement et les opportunités d'investissement de la REDD+ pour le secteur privé, qui tiendront compte des avantages du sans carbone et appuieront la mise en œuvre de stratégies nationales de REDD+. Au cours du semestre considéré, citons parmi les principales réalisations:

- L'Indonésie, dirigée par le Conseil indonésien de coordination des investissements, a mis au point une définition provisoire d'investissement vert et un projet de principes directeurs concernant les investissements verts à la suite de consultations menées auprès de multiples parties prenantes. Trois secteurs prioritaires ont été sélectionnés, dont l'utilisation des terres.
- L'Indonésie, la Tanzanie et la Zambie ont réalisé des études nationales sur l'évaluation des forêts au cours du premier semestre 2015. L'Éthiopie et le Népal évaluent actuellement la pleine valeur économique des forêts dans leur économie nationale. Leurs études devraient être publiées début 2016.
- L'Équateur a mis en place des politiques et mesures de REDD+, a créé des opportunités pour les investissements de la REDD+ et des concertations intersectorielles ont été planifiées avec les principales activités qui devraient être achevées d'ici août 2016.
- La Côte d'Ivoire a conclu une étude de faisabilité sur les paiements au titre du système de services environnementaux et a établi un groupe de travail multipartite

sur ce thème. Un rapport final sera réalisé d'ici juin 2016.

- La RDC a validé les résultats du rapport *REDD+ modelling applied to DRC: integrated analysis towards the formulation of a national strategy by 2035* (Modélisation de la REDD+ appliquée à la RDC: une analyse intégrée en vue de la formulation d'une stratégie nationale à l'horizon 2035). Le rapport sera lancé d'ici décembre 2015.
- Le Sommet des paysages tropicaux a été organisé en partenariat par le gouvernement indonésien et le Bureau des Nations Unies pour la coordination REDD+ en Indonésie (UNORCID), et soutenu par le Programme ONU-REDD pour 1 600 participants, dont 100 PDG de grandes sociétés extractives. Il a débouché sur la prorogation du Moratoire indonésien sur la forêt et l'annonce d'une nouvelle initiative pour des obligations vertes.
- Le Modèle indonésien pour une économie verte (I-GEM) est utilisé afin d'évaluer l'impact des options d'investissement sur les tourbières dégradées du Kalimantan.
- Le Kenya a débuté une étude visant à déterminer si une plus grande efficacité du secteur des produits forestiers pour constituer des politiques et mesures de REDD+ potentiellement viables.
- Les principaux progrès dans le cadre du Green Commodities Programme (programme pour les produits écologiques) sont notamment les suivants:²¹
 - Le Pérou a réalisé une étude d'évaluation de la politique et des conditions institutionnelles qui

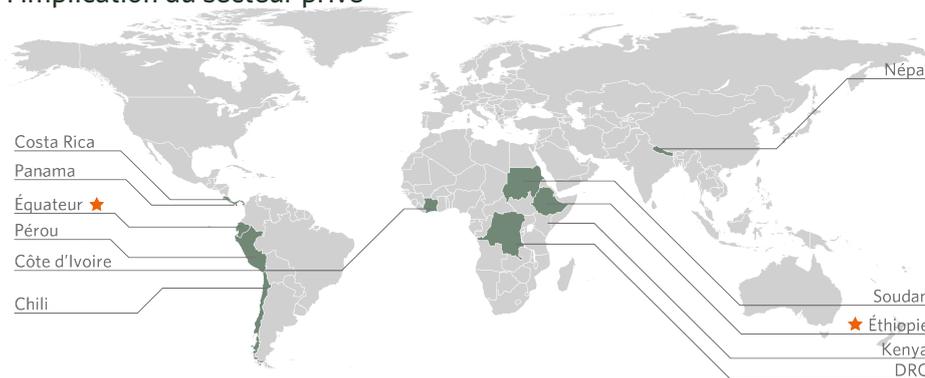
permettent le déboisement pour la production agricole. Une évaluation des capacités techniques des petits producteurs agricoles a abouti à des recommandations en matière de renforcement des services de vulgarisation publics et privés.

- La plateforme pour le cacao du Ghana a réalisé une étude d'évaluation de l'impact de l'exploitation minière sur la mosaïque du paysage des forêts de cacaoyers et d'analyse des coûts et bénéfices à long terme dans le cadre de divers scénarios de gestion durable/déboisement.

Outils et ressources didactiques

- [Subsidies to key commodities driving forest loss - implications for private finance](#) (Subvention des principales matières premières à l'origine du déboisement - implications pour la finance privée)
- Forest Ecosystem Valuation Study: Indonesia (Étude sur l'évaluation de l'écosystème forestier: Indonésie) (rapport en [anglais](#) | résumé en [indonésien](#))
- [Forest Ecosystems in the transition to a green economy and the role of REDD+ in the United Republic of Tanzania](#) (Écosystèmes forestiers dans la transition vers une économie verte et rôle de la REDD+ dans la République-Unie de Tanzanie)
- [Benefits of Forest Ecosystems in Zambia and the role of REDD+ in a Green Economy Transformation](#) (Avantages des écosystèmes forestiers en Zambie et rôle de la REDD+ dans la transformation vers une économie verte)

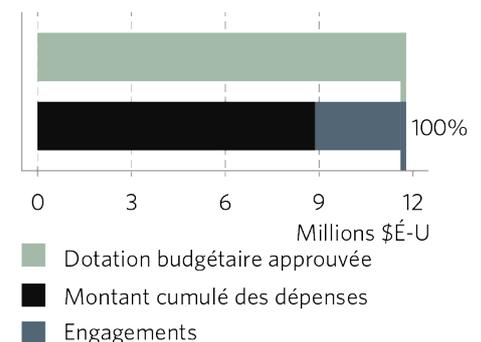
Pays bénéficiant d'un appui ciblé lié à l'économie verte et l'implication du secteur privé



■ Pays bénéficiant d'un appui ciblé lié ★ Nouvel appui Janv-Juin 2015

Données financières

1 novembre 2011 - 30 juin 2015



GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATION

Résultat 7: Les connaissances que recèle le Programme ONU-REDD sont approfondies, gérées, analysées et diffusées pour soutenir les efforts de la REDD+ à tous les niveaux (dirigés/coordonnés par le secrétariat).

Cible: Le Programme ONU-REDD a été positivement reconnu à 80 pour cent par les parties prenantes clés à tous les niveaux comme une source et un pôle de connaissances sur la REDD+. L'utilisation de supports de

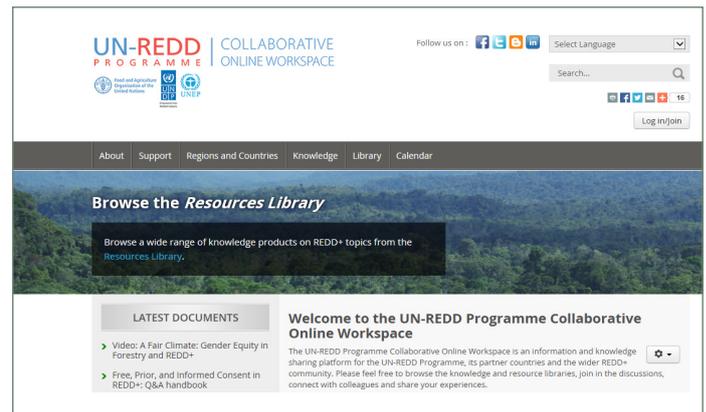
connaissance ONU-REDD s'est accrue d'au moins 20 pour cent par rapport au niveau de référence de 2012.

Progrès accomplis et points essentiels

Les travaux de gestion des connaissances et de communication du Programme ont poursuivi leur progression, appuyés par une meilleure capacité de développement, de gestion, d'analyse et de partage des connaissances. Ces travaux ont largement dépassé l'objectif d'une augmentation de 20% de l'utilisation des supports didactiques, et ont également dépassé l'objectif de 80% d'avis favorables de la part des parties prenantes. On compte parmi les principales réalisations du semestre:

- Organisation de plus de 15 manifestations d'échanges des savoirs adaptées à l'échelle régionale et nationale à travers les trois régions du Programme, contre quatre manifestations l'année dernière sur la même période - et qui se concentrent désormais en particulier sur le renforcement des capacités liées au Cadre de Varsovie pour la REDD+. Ces activités comprennent de nouveaux travaux régionaux de gestion des connaissances, entamés au cours de la période, et des manifestations de renforcement des capacités.
- Moyenne de 88% d'avis favorables des participants quant aux manifestations d'échanges de savoirs. Les participants ont suggéré qu'il soit consacré plus de temps à la discussion et au partage d'expériences, qui sont désormais intégrés à des initiatives pertinentes portant sur les échanges de savoirs.
- Progression notable de l'utilisation des supports didactiques depuis l'année précédente, comme en attestent les résultats suivants.²² Pour l'espace de travail, au cours de la période de mars à juin, les téléchargements de fichiers vers l'amont ont progressé de 93%, passant de 431 à 833, alors qu'il y a eu 1 308 téléchargements de fichiers vers l'aval par des membres uniquement.²³ Le nombre d'abonnés à la lettre d'information a connu une hausse de 230%, avec 50 par mois contre 15 par mois en 2014, et le taux de clic sur la lettre d'information, à hauteur de 24%, représente près de trois fois le taux standard du secteur (8,4%); les « followers » sur Twitter ont vu leur nombre s'accroître de 20%, passant de 9 212 à 11 231, avec 170 000 messages imprimés; sur Facebook, les « followers » sont passés de 5 000 à 5 500, soit une hausse de 10%; les vues de vidéos YouTube ont été près de 50% plus nombreuses, passant de 2 812 à 4 157; quant au blog, il a été consulté 3 227 fois.
- Lancement du nouvel [Espace collaboratif en ligne](#). Il s'agit d'une plateforme de connaissances en ligne libre et ouverte offrant aux parties prenantes, y compris aux représentants des pays partenaires, aux praticiens de la REDD+, à la société civile, aux populations autochtones, aux étudiants et aux experts, la

capacité d'accéder à des connaissances précieuses sur la REDD+ et de les partager.



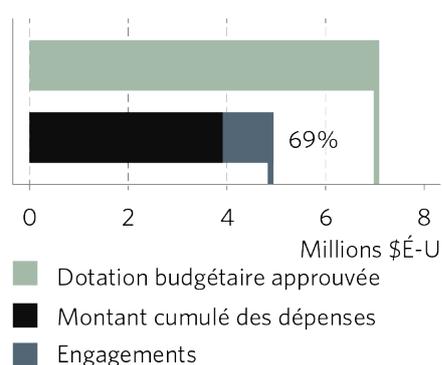
- Mise en place d'un cursus de l'Académie pour la REDD+ afin de renforcer l'harmonisation des initiatives avec les exigences et directives de la CCNUCC relatives à la REDD+, notamment de nouveaux modules de formation sur les facteurs de déboisement, les politiques et mesures, et le partage des avantages. Douze journaux d'apprentissage sont en cours de réalisation et seront publiés en ligne en septembre 2015. De plus amples informations sur l'Académie pour la REDD+ sont disponibles [ici](#).²⁴

Outils, ressources et manifestations didactiques

Une sélection de supports et de manifestations de gestion des connaissances et de renforcement des capacités mis en œuvre entre janvier et juin 2015 sont énumérés au titre des sections pertinentes du présent Rapport relatives aux effets. Une liste complète des supports propres à la gestion des connaissances est disponible [ici](#) et une autre concernant les manifestations de gestion des connaissances l'est [ici](#).²⁵

Données financières

1 novembre 2011 - 30 juin 2015



SECRETARIAT

Résultat 8: Le Programme ONU-REDD offre aux pays partenaires, au Conseil d'orientation et aux organismes participants des Nations Unies des services de secrétariat prompts et efficaces.

Cible: D'ici à la fin 2015, les procédures et pratiques auront été améliorées pour assurer l'efficacité, la transparence et la responsabilité de l'appui du Conseil d'orientation à la satisfaction de ses membres. Le

Programme a un meilleur aperçu des besoins des pays, lui permettant d'adapter l'appui sollicité en conséquence; il a aussi une vision limpide de la période post-2015.

Progrès accomplis et points essentiels

Après la publication de [l'Évaluation indépendante externe du Programme ONU-REDD 2013-2014](#), le Secrétariat a examiné les enseignements tirés de la gestion et de la mise en œuvre du Cadre stratégique actuel (2011-2015) et a aidé le Programme à donner suite aux recommandations découlant de l'évaluation et à réagir aux retours d'information réguliers des parties prenantes du Programme. Le Secrétariat a assuré à divers degrés des fonctions d'animation et de coordination, dont les principaux aboutissements sont, entre autres, les suivants, pour la période considérée:

- Organisation de la quatorzième réunion du Conseil d'orientation, qui s'est tenue les 21 et 22 mai à Washington D.C, aux États-Unis, et qui a été précédée d'une Journée d'information. Soixante-et-onze participants (42% de femmes) représentant toutes les parties prenantes y ont participé, tandis que Transparency International et l'UICN y assistaient en tant qu'observateurs ponctuels.
- Établissement et présentation du [Cadre stratégique 2016-2020 du](#)

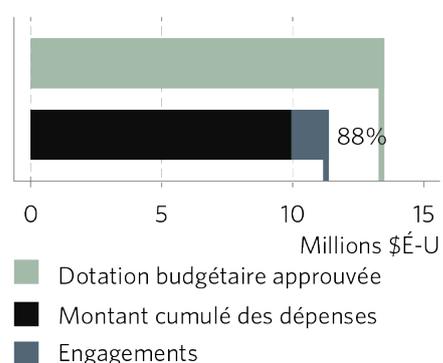
[Programme ONU-REDD](#), comprenant un aperçu des dispositions de gestion et des options de gouvernance, lors de la quatorzième réunion du Conseil d'orientation, avec approbation de la direction générale de la nouvelle stratégie.²⁶

- Mise au point de la *version préliminaire du cadre de résultats 2016-2020* à la suite d'une série de consultations menées entre avril et juillet.
- Renforcement des partenariats existants ou détermination de nouveaux partenariats avec le FCPF, via l'organisation successive de la quatorzième réunion du Conseil d'orientation et la dix-huitième réunion du Comité des participants du FCPF, et avec le Fonds biocarbone du Programme d'investissement pour la forêt (FIP) et le FEM, en se penchant notamment sur la possibilité de poursuivre l'alignement entre le Programme ONU-REDD et l'aide du FEM aux pays.
- Avancée du Chili, du Myanmar et du Pérou dans l'élaboration de leur Programme national (voir [présentations](#) de la quatorzième réunion du Conseil d'orientation) avec demande complète d'allocations de fonds d'ici la fin 2015.

- Coordination et approbation de dix demandes d'appui ciblé, représentant un montant total de 970 000 dollars des États-Unis.²⁷
- Mise en œuvre d'approches méthodologiques d'évaluation des besoins, adaptées aux contextes nationaux/régionaux, dans quatre pays et une région, ces approches devant encore être améliorées du fait de l'évolution des processus d'évaluation dans d'autres pays.²⁸ Madagascar a terminé les principaux travaux techniques liés à son évaluation. Voir section 3.1 et annexe 12, section 4.

Données financières

1 novembre 2011 - 30 juin 2015



4.2 ÉVALUATION DES BESOINS DES PAYS²⁹

Le groupe d'évaluations des besoins nationaux et régionaux couvre un riche mélange de domaines et d'approches prioritaires, ce qu'il aurait été difficile d'obtenir avec des évaluations générales et homogènes des besoins.³⁰ Même les pays qui optent pour des évaluations générales des besoins insistent sur des aspects spécifiques, tels que les besoins liés à la vision de la REDD+ et au dialogue intersectoriel (Madagascar), la coordination et la chronologie de l'appui (Pérou et Soudan du Sud) ou la

création de feuilles de route pour répondre aux besoins (Malawi). Les efforts ont surtout porté sur le SNSF (Madagascar, Tunisie, Zimbabwe, Mésoamérique et Afrique de l'Ouest), ainsi que sur ses dispositifs institutionnels et fiduciaires pour soutenir les stratégies de REDD+ (Malawi, Madagascar et Tunisie). Les deux évaluations régionales étant axées sur le SNSF, d'autres possibilités de coopération interrégionale seront étudiées au cours des évaluations. Plusieurs pays durent l'évaluation des besoins des pays

bénéficient aussi d'un appui ciblé, ce qui est pris en considération lors des évaluations pour tirer profit des synergies.

En juin 2015, les approches méthodologiques de la plupart des évaluations des besoins étaient finalisées et seuls deux pays n'avaient pas encore lancé leur mise en œuvre. Madagascar a déjà terminé son évaluation.³¹ (Pour plus d'informations, voir Annexe 12, Section 4).

Évaluation des besoins des pays:

Montant total approuvé:
\$.-U. 1,2 million



7 Pays

Guatemala, Madagascar, Malawi, Pérou, Soudan du Sud, Tunisie, Zimbabwe



2 Régions

Afrique de l'Ouest: Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Nigéria, Sierra Leone, Togo

Mésoamérique: Mexique, Honduras, Colombie, El Salvador, République dominicaine

4.3 APPUI SPÉCIFIQUE AU PAYS

Après 2014, qui fut une année marquante à la fois en termes de montant alloué et de nombre de demandes d'appui ciblé de la part des pays, ce mécanisme d'appui flexible a continué à susciter le même intérêt manifeste au cours de la période considérée. Cependant, le niveau d'élaboration et les montants requis ont été inférieurs, avec dix demandes approuvées pour un montant total de près d'un million de dollars des États-Unis. Un appui a été demandé et approuvé pour:

- le processus et la préparation de la présentation du NERF/NRF à la CCNUCC, y compris la facilitation des échanges d'informations entre les pays à différentes étapes du processus;
- les problèmes liés aux zones forestières et pastorales et les implications connexes pour la REDD+;
- la finalisation du SNSF et le renforcement des capacités de gestion de données;
- l'approche nationale des garanties, la conception complète du SIG et une meilleure compréhension des risques et des avantages;
- le renforcement, le cas échéant, des cadres institutionnel, politique, juridique et opérationnel en vue de la mise en œuvre des stratégies nationales de REDD+ en soutien à des mesures et à une stratégie financières qui luttent contre les facteurs du déboisement; et
- la réalisation d'une étude socio-économique sur la contribution des forêts.

L'appui approuvé à une demande conjointe des Fidji, de la PNG, des Îles Salomon et du Vanuatu témoigne du soutien au renforcement des capacités régionales et des échanges Sud-Sud en matière d'élaboration de NERF/NRF. De même, un appui au renforcement des capacités techniques régionales nécessaires à l'élaboration d'inventaires nationaux des forêts et du carbone a été approuvé en réponse à une demande formulée par une coalition de quatorze pays d'Afrique de l'Ouest.

Les réalisations grâce au soutien visé se trouvent à la section 3.1, effets 1 à 6 de l'AAN. Voir également l'annexe 12, section 5.

Une note d'orientation transmise entre les sessions (accessible [ici](#)) explique les procédures à suivre et l'approche à adopter pour formuler des propositions d'appui ciblé conjointement avec les OSC et/ou les populations autochtones. Bien qu'au 30 juin 2015 le Secrétariat n'ait encore reçu aucune proposition conjointe, plusieurs des pays bénéficiant déjà d'un appui ciblé sont soutenus dans leurs activités visant à impliquer les parties prenantes aux niveaux national et sous-national, par exemple le Bhoutan, le Cambodge, le Costa Rica, l'Équateur, l'Éthiopie, le Honduras, le Kenya, le Mexique, le Myanmar et le Pérou.

Au cours de la période considérée, les organismes participants des Nations Unies ont dispensé un adossement à hauteur de 5,4 millions \$.-U., qui a servi de forme subsidiaire d'appui à 44 pays partenaires.

Appui ciblé, janvier 2012 - juin 2015

Montant total approuvé: **15,3 millions** (\$É.-U.)

Nombre total de pays bénéficiant d'un appui: **41 pays & 3 régions**

Nombre total de demandes approuvées: **72**

Adossement, janvier 2013 - juin 2015

Montant total des dépenses d'adossement: **23,3 millions** (\$É.-U.)

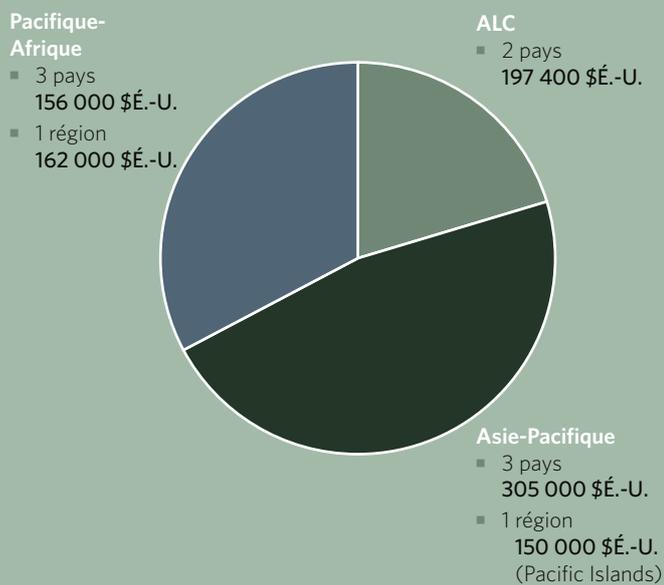
Nombre total de pays bénéficiant d'un appui: **50**

Appui ciblé 1^{er} janvier - 30 juin 2014

Montant approuvé: **970 400** (\$É.-U.)

Nombre de demandes approuvées:³² **10** (8 demandes nationales et 2 demandes régionales)

Montant approuvé par région:

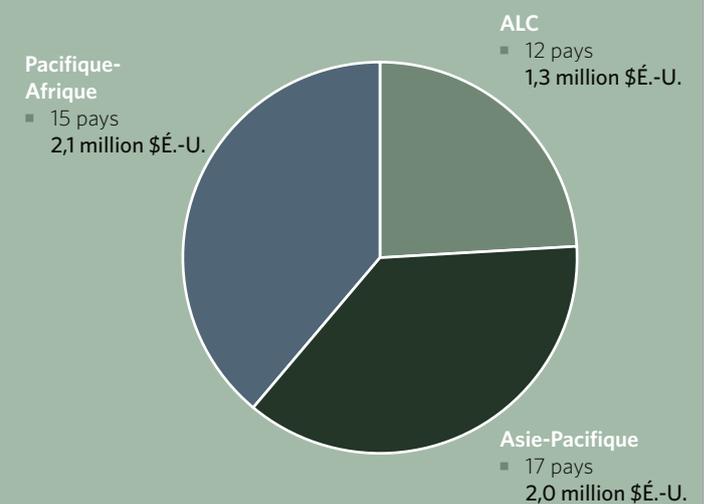


Adossement 1^{er} janvier - 30 juin 2014

Montant total des dépenses d'adossement: **5,4 million** (\$É.-U.)

Nombre total de pays bénéficiant d'un appui: **44**

Montant par région:



Au cours de la période considérée, un total de 38,1 millions \$É.-U. a été transféré à l'AAN et aux Programmes nationaux dont les documents avaient été approuvés. Sur ce montant, 6,7 millions \$É.-U. ont été transférés aux Programmes nationaux de l'Argentine, du Bangladesh et de la Bolivie, tandis que 31,3 millions \$É.-U. ont été transférés à l'AAN après l'approbation de l'octroi de fonds supplémentaires lors des douzième et treizième réunions du Conseil d'orientation.

En ce qui concerne les performances financières du Programme global pendant la période considérée, les dépenses provisoires s'élevaient à 26,3 millions \$É.-U.³³ Les dépenses cumulées du Programme global s'élevaient à 163,9 millions \$É.-U., ce qui représente 72 pour cent du montant net financé.

Tableau 1 Dépenses au titre du Programme global en juin 2015 et taux de réalisation par rapport au budget total approuvé jusqu'à décembre 2015 (en milliers de \$É.-U.)

Org. part. ONU	Dotations budgétaires approuvées *	Montant net financé	Dépenses de la période antérieure au 31 décembre 2014	Dépenses de la période en cours ² (jan.-juin 2015)	Dépenses cumulées	Taux de réal., dépenses cum./ Montant net financé
FAO	91 515	85 638	50 815	10 865	61 680	72%
PNUD	92 020	87 075	51 561	7 008	58 569	67%
PNUE	57 145	55 180	35 160	8 517	43 677	79%
Total	240 680	227 893	137 536	26 390	163 926	72%

* Comprend 613 695 \$É.-U. accordés directement au PNUE par le gouvernement espagnol pour l'AAN

AAN

Le budget total affecté au plan de travail de l'AAN pour 2015 s'élevait à 31,3 millions \$É.-U., élevant le budget total cumulé pour l'AAN à 129,5 millions \$É.-U. Les dépenses provisoires pour la période considérée s'élevaient à 19,2 millions \$É.-U., tandis que les engagements programmatiques et financiers (décaissés ultérieurement) atteignaient 28,2 millions \$É.-U. Ces engagements sont des obligations contraignantes qui n'ont pas encore été enregistrées comme étant des dépenses en raison des dates limites de notification et des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Ils comprennent les frais personnels, les contrats avec des partenaires de mise en œuvre, l'appui ciblé approuvé consenti aux pays, les fonds

engagés pour l'évaluation des besoins des pays et les projets de CBR+ engagés en 2013.

Les dépenses totales cumulées pour l'AAN s'élèvent à 85,4 millions \$É.-U., et ce en plus de l'engagement qui s'élève à 113,7 millions \$É.-U. Étant donné que ces données sont provisoires, tout excédant à ce stade n'est pas totalement disponible pour le programme.

Le tableau 2 rassemble les informations par organisme en fonction du budget approuvé pour l'AAN jusqu'au 31 décembre 2015. De plus amples informations figurent à l'Annexe 2, Section 6.

Tableau 2 Dépenses totales au titre de l'AAN jusqu'en juin 2015 en fonction du budget total approuvé jusqu'en décembre 2015 (en milliers de \$É.-U.)

Org. part. ONU	Dotations budgétaires approuvées	Montant net financé	Dépenses de la période antérieure au 31 décembre 2014	Dépenses de la période en cours (jan.-juin 2015)	Dépenses cumulées	Engagements	Dépenses cumulées + engagements
FAO	45 937	45 937	24 231	7 625	31 856	8 607	40 463
PNUD	47 370	47 370	22 020	5 240	27 260	12 753	40 013
PNUE*	36 202	36 202	19 929	6 422	26 351	6 865	33 216
Total	129 509	129 509	66 180	19 287	85 467	28 225	113 692

* Comprend 613 695 \$É.-U. accordés directement au PNUE par le gouvernement espagnol pour l'AAN

Programme national

Un total de 6,7 millions \$É.-U. a été transféré aux Programmes nationaux de l'Argentine et du Bangladesh, à hauteur de 3,8 millions \$É.-U. et 2,3 millions \$É.-U. respectivement. En outre, le montant de 600 000 \$É.-U., qui a été remboursé au Fonds d'affectation spéciale multidonateur (FASM) par le PNUD, a été transféré à la FAO afin de se conformer au plan de travail révisé approuvé pour le Programme

national de la Bolivie.

Outre les ajustements indiqués ci-dessus, le budget total approuvé pour les Programmes nationaux n'a pas changé pour cette période, étant donné qu'aucun nouveau Programme national n'a été approuvé. Le budget total cumulé affecté aux Programmes nationaux s'élevait à 86,5 millions \$É.-U., tandis que le total des fonds nets cumulés transférés s'élevait à

73,8 millions \$É.-U. Les dépenses pour la période considérée s'élevaient à 7,1 millions \$É.-U., pour un total cumulé de fonds transférés aux Programmes nationaux de 53,6 millions \$É.-U. Le tableau 3 fournit des informations sur le budget approuvé et les dépenses par pays et par état d'avancement du Programme au 30 juin 2015.

Tableau 3. Dépenses totales des Programmes nationaux par rapport au budget approuvé au 30 juin 2015 (en milliers de \$É.-U.)

Programmes nationaux en cours							
Pays	Montant approuvé	Montant net financé	Dépenses de la période antérieure au 31 décembre 2014	Dépenses de la période en cours au 30 juin 2015	Dépenses cumulées	Date de l'approbation par le Conseil d'orientation	Date de fin
Argentine	3 842	3 842				juil-14	déc-17
Bangladesh	2 301	2 301				déc-13	déc-17
Bolivie	1 188	1 188	312	228	540	mai-13	déc-16
Colombie	4 000	4 000		282	282	juin-13	déc-17
Côte d'Ivoire	3 210	3 210		182	182	juil-14	sept-17
Cambodge	3 001	3 001	2 377	506	2 883	nov-10	juin-15
Honduras	3 610					nov-14	Attente de signature
Mongolie	3 996					juil-14	Attente de signature
Nigéria	4 000	4 000	1 666	739	2 405	oct-11	déc-16
Panama	5 300	5 300	4 373	624	4 997	oct-09	juin-15
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 389	3 220	3 133	1 149	4 282	nov-10	déc-16
République du Congo	4 000	4 000	1 669	1 304	2 973	mars-12	oct-15
Paraguay	4 720	4 720	2 279	893	3 172	nov-10	jan-16
Sri Lanka	4 000	4 000	854	771	1 625	mars-12	mars-16
Ouganda	1 799					nov-14	Attente de signature
Sous-total	55 356	42 782	16 663	6 678	23 341		
Programme nationaux achevés							
Pays	Montant approuvé	Montant net financé	Dépenses de la période antérieure au 31 décembre 2014	Dépenses de la période en cours au 30 juin 2015	Dépenses cumulées	Date de l'approbation par le Conseil d'orientation	Statut du projet
RDC - Programme initial et à part entière	7 383	7 383	7 108	11	7 119	mars-09	Clos opérationnellement
Équateur	4 000	4 000	3 636	261	3 897	mars-11	Clos opérationnellement
Indonésie	5 644	5 509	5 448		5 448	mars-09	Clos financièrement
Îles Salomon	550	550	489		489	nov-10	Clos opérationnellement
Tanzanie	4 280	4 260	4 115	15	4 130	mars-09	Clos opérationnellement
Philippines	500	500	461		461	nov-10	Clos opérationnellement
Viet Nam	4 385	4 355	4 352		4 352	mars-09	Clos opérationnellement
Zambie	4 490	4 490	4 302	139	4 441	mars-10	Clos opérationnellement
Sous-total	31 232	31 047	29 911	426	30 337		
Total général	86 588	73 829	46 574	7 104	53 678		

Le Programme ONU-REDD et ses parties prenantes cherchent constamment à identifier les défis et à les relever par des interactions de gestion, des réponses stratégiques et des mesures d'adaptation. Les enseignements tirés sont ensuite intégrés dans les activités de programmation et de mise en œuvre et appliqués pour diminuer les retards ou prévoir les risques. Certains pays ont

mis au point des solutions uniques et des mesures correctives visant à renforcer la mise en œuvre. Ces solutions et ces mesures pourraient aussi s'appliquer à d'autres pays et régions.

Des exemples de défis et de solutions sont décrits ci-après.

SNSF, NERF/NRF (domaine d'activité de l'ONU-REDD: MRV&S)

- La consolidation des dispositions gouvernementales pertinentes pour assurer une collecte régulière à long terme des données est toujours problématique pour de nombreux pays. Davantage d'efforts ont donc été déployés pour aider les pays à effectuer des évaluations institutionnelles et promouvoir les réunions interinstitutionnelles et les arrangements pratiques.
- L'obtention de données historiques adéquates est urgente, mais difficile. La collecte de données et l'évaluation de leur exactitude ont été encouragées.

SN/PA (domaine d'activité de l'ONU-REDD: gouvernance, implication des parties prenantes, économie verte et implication du secteur privé)

- Les changements politiques dans certains pays peuvent nuire à l'implication des parties prenantes et aux dialogues participatifs. Même si c'est loin d'être évident, il est nécessaire de veiller à ce que les départements/ministères compétents liés à la REDD+ restent sensibilisés aux problèmes d'implication des parties prenantes et continuent de les combattre. Le Programme continuera d'évaluer les besoins et de fournir des conseils et un soutien aux partenaires gouvernementaux à ce sujet.
- Les processus de réforme législative et de réforme du régime foncier peuvent être longs et risquent d'être entravés par une coordination interinstitutionnelle inadéquate ou des changements dans la direction politique. Souligner les limites de la réforme législative et de la réforme du régime foncier dans le cadre de la REDD+ s'est avéré être une mesure essentielle. Il a également été constaté que la propriété des bénéficiaires nécessitait quelques éclaircissements.
- Au vu des mandats institutionnels des ministères des forêts et de l'environnement, travailler sur des questions transversales sensibles, telles que l'examen de la politique fiscale, nécessite une mobilisation intersectorielle. Des efforts ont été déployés pour mobiliser également les ministères des finances et de la planification et les parlements de certains pays.

Gestion des connaissances et communication

- Mesurer les connaissances acquises par les parties prenantes a été identifié comme un besoin par le Programme. C'est pourquoi les enquêtes auprès des participants permettent désormais de mesurer les connaissances acquises via la participation à des événements consacrés à l'acquisition des savoirs.

SIG (domaine d'activité de l'ONU-REDD: garanties et avantages multiples)

- Un cadre conceptuel solide pour l'élaboration d'approches nationales en matière de garanties a été mis en place, mais le programme ONU-REDD ne l'a pas toujours utilisé de manière cohérente dans les pays. Le Groupe interinstitutions du Programme ONU-REDD sur les garanties a développé une série de supports didactiques internes et propose des services de conseils basés sur les besoins pour faciliter le soutien aux approches nationales en matière de garanties.
- Certaines initiatives sur les garanties, pourtant bien intentionnées, n'ont pas été programmées au moment le plus opportun, dans le cadre d'un processus plus large de préparation à la REDD+. Des liens synergiques majeurs entre les SN/PA de REDD+ et les processus nationaux en matière de garantie ont été identifiés et communiqués; ils seront pris en compte dans l'amélioration de l'enchaînement des interventions.
- Les principaux défis associés à l'intégration des avantages multiples dans la planification de la REDD+ sont la lenteur de l'élaboration des SN/PA et la coordination insuffisante dans certains pays pour assurer que les contributions alimentent correctement ces documents.

Exemples de défis explicitement rencontrés par les pays dotés de Programmes nationaux actifs en juin 2015 et de mesures prises par les pays pour y remédier:

Changements au sein du gouvernement - L'Argentine a mis en place des comités de transition associés à divers ministères, afin de faciliter le processus de transition. La Bolivie a adopté une approche différente prônant le dialogue avec les nouvelles autorités afin de définir les besoins actuels et futurs en matière de projets ainsi que des plans de travail conjoints, pour une plus grande harmonisation entre les priorités nationales et les résultats du Programme national.

Affaiblissement de la volonté politique - Le Nigéria a saisi l'importance d'identifier les hauts responsables gouvernementaux susceptibles de soutenir la REDD+ en tant que priorité nationale. Le Nigéria a également mentionné qu'il était important que les principaux ministères et départements nationaux « possèdent » la stratégie nationale.

Délais contractuels et administratifs et retards dans le transfert de fonds - Le Cambodge et le Nigéria ont souligné qu'il était important de communiquer activement avec les organismes des Nations Unies pour assurer un traitement rapide des contrats ou des paiements.

Le Programme ONU-REDD évolue dans l'optique de fournir un appui stratégique renouvelé aux pays qui quittent la phase de préparation à la REDD+ pour entrer dans la phase de mise en œuvre, tel qu'indiqué dans le [Cadre stratégique 2016-2020 du Programme ONU-REDD, finalisé au cours de ce semestre](#). Pour fournir ce soutien accru et répondre à l'objectif général du Programme, à savoir « réduire les émissions liées au déboisement et renforcer les stocks de carbone forestiers tout en contribuant au développement national durable », il sera essentiel pour le Programme ONU-REDD, après 2015, d'élargir les partenariats et de renforcer la mobilisation des ressources. L'élaboration de programmes d'aide aux pays qui soient cohérents avec les objectifs, les résultats escomptés et l'impact du Cadre stratégique 2016-2020 est elle aussi cruciale. L'assimilation et la synthèse des enseignements tirés du Programme 2008-2015, la progression vers la réalisation des Objectifs de développement durable et l'avancement continu dans les préparatifs de la REDD+ au sein de la CCNUCC sont eux aussi pris en compte dans la planification d'un Programme ONU-REDD post-2015.

Étant donné que le Programme ONU-REDD est désormais amené

à élargir son soutien aux pays partenaires en transition de la phase de préparation à la REDD+ vers la phase de mise en œuvre, de nouveaux défis vont apparaître. Un soutien technique et financier renforcé aux pays partenaires individuels et un échange Sud-Sud des connaissances seront essentiels pour accélérer et renforcer les préparatifs et être mieux à même de répondre aux exigences de la CCNUCC.

Les résultats obtenus et les progrès accomplis dans le cadre du cycle actuel du Programme ainsi que les activités qui seront menées au cours du dernier semestre 2015 permettront d'alimenter un Programme ONU-REDD plus solide pour 2016-2020.

Une fois établi, ce Programme permettra de faire face à l'évolution des besoins, des défis et des opportunités des pays partenaires, alors qu'ils amorcent un processus de transition notable entre la préparation à la REDD+ et sa mise en œuvre, et qu'ils commencent à tirer profit des avantages sociaux, économiques et environnementaux de la REDD+.

1. Au 30 juin 2015.
2. L'appui à la gestion des connaissances offert aux pays partenaires comprend la participation à des ateliers, des sessions à l'Académie de la REDD+ et l'accès aux connaissances sur le renforcement des capacités techniques via l'espace de travail.
3. En outre, 16 pays en développement pas encore officiellement partenaires ont reçu un appui, par exemple dans le cadre d'un appui régional ciblé et d'autres types de collaboration.
4. Voir [Sixième rapport d'étape annuel consolidé ONU-REDD et présentation](#) à la quatorzième réunion du Conseil d'orientation, mai 2015.
5. À mettre en œuvre après 2015.
6. Le Programme national du Bangladesh ayant démarré fin juin, aucun rapport sur ce pays n'est inclus dans le présent Rapport d'étape semestriel 2015.
7. L'Annexe 12 indique les résultats obtenus et les progrès réalisés dans le cadre de l'appui ciblé approuvé.
8. Des indicateurs de processus ont été utilisés pour les éléments respectifs du Cadre de Varsovie. Des « cartes de pointage » ont été utilisées par les pays pour indiquer à quel stade du processus ils se trouvent.
9. Cette action a été menée en coopération avec le projet sur le suivi et l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre et le potentiel d'atténuation dans l'agriculture (MAGHG).
10. Honduras - plan provisoire.
11. Mis à la disposition du public entre janvier et juin 2015.
12. Les chiffres excluent les coûts d'appui indirects.
13. Les deux rapports et de plus amples détails sur le lancement à Jakarta en mai sont disponibles [ici](#).
14. L'équipe spéciale reçoit également l'appui du Programme ONU-REDD.
15. Le résumé des discussions pour la série de dialogues de l'UNORCID : « Integrating Women's Perspectives into REDD+ » (Intégrer les points de vue des femmes dans la REDD+), organisée les 22 et 23 avril 2015, est disponible [ici](#).
16. Les parties prenantes de la REDD+ aux niveaux gouvernemental et communautaire sont ainsi impliquées dans la mise en œuvre de l'outil Open Tenure afin de faciliter l'enregistrement de relations foncières en collaboration avec l'équipe de la FAO chargée des régimes fonciers/les DVGRF.
17. Dans le contexte de l'évaluation des besoins des pays et des processus nationaux de réforme des régimes fonciers.
18. Argentine, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, RDC, Équateur, Honduras, Kenya, Mexique, Myanmar, Nigéria, Panama, Paraguay, Pérou, PNG, Congo, Îles Salomon, Sri Lanka, Soudan du Sud, Suriname, Tanzanie, Ouganda, Viet Nam et Zambie.
19. Argentine, Bhoutan, Cambodge, [Colombie](#), Côte d'Ivoire, RDC, Équateur, Honduras, Kenya, Madagascar, Mexique, Nigéria, Panama, Paraguay, Pérou, PNG, Sri Lanka, Suriname, Ouganda, Viet Nam et Zambie.
20. Financement au titre de l'effet 7, Gestion des connaissances et communication.
21. Le Green Commodities Programme (programme pour les produits écologiques) défend le « déboisement zéro » dans les chaînes de distribution des produits et soutient les efforts de l'ONU-REDD dans la mise en œuvre de politiques et de mesures qui aboutissent directement à la réductions des émissions.
22. Les niveaux originaux de 2012 ne reflétaient pas toutes les données de suivi aujourd'hui disponibles sur le Programme, en raison des progrès réalisés dans la mesure de l'audience en ligne. C'est pourquoi des données supplémentaires sont incluses ici et sont mesurées par rapport à l'année dernière plutôt qu'aux niveaux de 2012.
23. Un système de suivi retraçant tous les téléchargements est en cours d'élaboration. Les chiffres sur les téléchargements effectués sur cette période ne sont pas disponibles.
24. Les journaux d'apprentissage ont été élaborés en vue de faciliter la mise en œuvre de l'Académie pour la REDD+ et constituent une ressource visant à soutenir un apprentissage plus large. Les journaux sont organisés en 12 modules, qui peuvent être suivis de manière individuels ou être réunis en un cours complet, et traitent de divers sujets, allant des moteurs du déboisement à l'économie de REDD+. Dans leur présentation d'un certain nombre de sujets relatifs à REDD+, les journaux fournissent des cas d'études pour illustrer les leçons et contiennent des exercices et des activités pour inciter à la discussion.
25. Les outils, ressources et manifestations peuvent être financés au titre de cet effet ou par un ou plusieurs des autres effets de l'AAN.
26. Des consultations intensives ont eu lieu en 2014, dans le cadre de l'élaboration d'une version préliminaire du Cadre stratégique. Voir [Rapport annuel 2014](#).
27. Huit demandes nationales et deux demandes régionales.
28. Guatemala, Madagascar, Malawi, Tunisie et Mésoamérique.
29. Le travail de l'AAN est coordonné sous l'autorité du Secrétariat, effet 8.
30. À la suite de l'appel à propositions publié en avril 2014, les évaluations des besoins des pays ont été approuvées dans les pays et régions suivants : Guatemala, Madagascar, Malawi, Pérou, Soudan du Sud, Tunisie et Zimbabwe ; Mésoamérique (Mexique, Honduras, Colombie, El Salvador et République dominicaine) et Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Nigéria, Sierra Leone et Togo).
31. Une visite d'échange sera effectuée en octobre 2015.
32. Sur les huit demandes de pays, six renvoient à des montants complémentaires, c'est-à-dire que des demandes avaient déjà été approuvées pour ces pays.
33. Participating UN Organizations are required to submit year-end expenditures by April 30 in the following year. Interim expenditure figures are submitted on a voluntary basis and therefore current year figures are not final until the year-end expenditures have been submitted. The expenditures for the current period are therefore interim and comprise expenditures (actual disbursements) and commitments entered into by the Participating UN Organizations.



Website



Collaborative
online workspace



Blog



Facebook



Twitter



YouTube



Linkedin



Programme ONU-REDD

Secrétariat du Programme ONU-REDD
International Environment House
11-13 Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine, Genève, Suisse
Tél. : +41 (0) 22 917 8944
Fax : +41 (0) 22 917 8027

un-redd@un-redd.org



PROGRAMME ONU-REDD



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Partenariat
des peuples
et des nations

Programme de collaboration des Nations
Unies sur la réduction des émissions liées à la
déforestation et à la dégradation des forêts
dans les pays en développement